

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 51. — Vendredi 29 Août 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LA BATAILLE GRÉVISTE DANS LE NORD

Devant la trahison réformiste

Les réformistes ont donné leur mesure dans le Nord. Au cours de la grande bataille qui met aux prises des dizaines de milliers d'ouvriers contre le grand patronat, puissamment organisé, du Nord, les chevaliers de « l'intérêt général » ont littéralement fait le jeu, très particulier des grands usiniers. Dans le secteur de Lille, plus de 10.000 ouvriers textiles et métallurgistes sont rentrés avec la manne patronale-réformiste des « promesses ».

Il ne suffira pas aux Bauche et Devernay d'agiter l'épouvantail de la « surenchère et du bluff communiste ». Il faudra que les réformistes, les très « réalistes » réformistes apportent leurs résultats. Et, à part le vent des « promesses », néant, néant pour le prolétariat du Nord dont les faibles salaires seront encore réduits par la retenue hebdomadaire du versement ouvrier pour les assurances sociales.

Les réformistes ont fait rentrer les métallurgistes de Lille avec la « promesse » que leurs patrons réajusteront les salaires après l'étude, par l'expert officiel, du coefficient actuel du coût de la vie ; les ouvriers textiles ont une autre promesse : le ministre du travail, Laval, « invitera » les patrons, une fois saisi d'un rapport de ces derniers sur la situation de leur industrie et au cas, où celle-ci le permettrait, à procéder à une révision des salaires.

Naturellement, les industriels du textile ne trouveront pas une raison, mais cent pour faire la preuve qu'une augmentation des salaires compensatrice du versement ouvrier serait la « catastrophe ».

Les réformistes osent encore, après cela, parler de victoire. Eux, les ennemis de la « surenchère », osent justifier ce qu'ils ne craignent pas d'appeler un « compromis ».

Ce « compromis » n'en est pas un ; c'est une capitulation complète.

Jouhaux peut aller, le cœur léger, prendre le train pour Genève ; le gouvernement Tardieu qu'il représente sera content de ses amis du Nord.

Il est indéniable que la fin, dans d'aussi pénibles conditions, des grèves de Lille, aura une répercussion sur

le mouvement dans le secteur de Roubaix-Tourcoing. C'était là le secret espoir des réformistes. Obtenant la rentrée des grévistes lillois avec leur méthode traditionnelle des « pourparlers qui continuent », les réformistes espéraient que les patrons du Consortium textile de Roubaix-Tourcoing feraient quelques concessions d'apparence, analogues à celles de leurs confrères. Il n'en a rien été. Ley, cyniquement, a déclaré que les concessions obtenues par l'effort conjugué de Laval et des réformistes étaient de pure forme.

Dans ces conditions, comment veut-on que les réformistes puissent, malgré leur incontestable bonne volonté, de « sauvegarder la paix sociale », pousser dans les usines les ouvriers à qui il leur est impossible de montrer une concession la plus mince qui soit ? Et le *Matin* du 24 écrit :

« — Nous avons beaucoup de misère, nous disait hier un dirigeant syndicaliste usant de la formule patoise,

à faire accepter lundi, par les assemblées générales simultanées de Roubaix et de Tourcoing, un compromis qui est encore très loin du minimum de satisfactions que nous avons envisagées. »

N'est-ce pas clair ?

On peut se demander comment les Bauche et les Devernay ont pu arriver, malgré la présence des unitaires, à briser la grève de Lille. L'explication réside dans le fait, qu'à Lille, comme d'ailleurs à Roubaix-Tourcoing, les réformistes sont supérieurement organisés. A Lille, par exemple, les secours distribués par les syndicats confédérés, dépassent de beaucoup ceux qu'accordent les organisations unitaires, très faibles numériquement. De plus, les secours accordés par la municipalité socialiste de Lille ont été répartis par les soins des mêmes réformistes. Ce sont là choses d'importance et qui expliquent l'influence des réformistes.

Il faut dire aussi que les dirigeants unitaires avaient, dès le début du

conflit, à Lille, la possibilité de réaliser le front unique, — il ne faut pas oublier que les métallurgistes avaient imposé la présence des unitaires dans les réunions organisées par les réformistes — ; cette possibilité, ils l'ont laissé passer, se gargarisant de formules toutes faites sur la « loi d'escroquerie », sans apporter de quoi réaliser le bloc, le front unique de la grande majorité des grévistes.

L'expérience a montré qu'en se ralliant à ce que prétendaient vouloir les chefs réformistes, en exigeant la poursuite de la lutte pour des augmentations, non pas futures, mais immédiates, en réclamant une augmentation pour le moins compensatrice du versement ouvrier, ou luttait en réalité contre les chefs réformistes, valets du patronat.

Les Bauche et les Lefebvre ne pourront plus crier à la « surenchère » communiste.

Mais les dirigeants unitaires ont préféré continuer leur politique de criaileries vaines.

Même maintenant, après la trahison réformiste de Lille, on pouvait supposer que les dirigeants communistes mettraient un terme à une tactique qui a su si bien arranger les affaires réformistes. Ce serait bien mal les connaître. Ils se satisfont de crier à la trahison très réelle des réformistes. Cela n'avance pas la solution d'un pas.

Le congrès des grévistes unitaires tenu dimanche, à Lille, a vu les dirigeants communistes opposer à la tactique des réformistes faisant rentrer les grévistes en agitant les résultats illusoire que donneront d'honnêtes pourparlers basés sur le non moins honnête examen du coefficient de cherté de vie, leur mot d'ordre des 0 fr. 50. Etonnons-nous ensuite, que les grévistes lillois, battus, rentrent, ne prenant pas au sérieux la plateforme unitaire. Le non-paiement du versement ouvrier c'est-à-dire ce pourquoi les ouvriers avaient quitté les usines était autrement sérieux.

Qu'on prenne garde. Si les dirigeants unitaires n'ont pas l'élémentaire sagesse de rompre avec leur tactique, qu'ils appellent en dépit du bon sens, le front unique, ils vont faciliter encore aux Bauche de Tourcoing, aux Lefebvre, une opération analogue à celle de Lille.

La diversion des réformistes contre la « prime de fidélité » indique clairement dans quel sens ils entendent manœuvrer. Que le consortium textile renonce à la « prime de fidélité » (contre laquelle les réformistes ont si peu de mérite de combattre puisque le sénateur Billet lui-même, peu suspect pourtant, a souligné son caractère esclavagiste) ; qu'il fasse quelques vagues promesses pour plus tard et messieurs les réformistes feront de leur côté l'effort nécessaire pour le tradition-

Il faut sauver "LA VÉRITÉ"

Le soutien s'organise

La situation reste des plus difficiles. Mais nous enregistrons le début d'un travail actif de soutien.

Ceux de nos amis qui ne se sont pas encore posé la question, doivent le faire de suite ; que pouvons-nous faire pour aider la Vérité ?

Que chaque lecteur nous comprenne bien : ce qui est en jeu, c'est l'existence de la Vérité, tout au moins son existence hebdomadaire.

Si nous ne trouvons pas maintenant le soutien nécessaire pour traverser une passe difficile, et pour relancer le journal pour nous étendre partout où notre influence a déjà pénétré, nous devons reculer.

Or nous ne devons pas reculer, au contraire, nous devons avancer.

Notre premier anniversaire

Avec notre prochain numéro, nous terminerons une année de parution hebdomadaire. Un an, durant lequel nous avons dû lutter pied à pied pour imposer dans le mouvement ouvrier les premiers noyaux communistes qui sauront redresser le parti, imposer une juste tactique syndicale dans la C.G.T.U., chasser de la direction les bureaucrates opportunistes. Cela c'est quelque chose ; nous en ferons le bilan.

Chacun de nos amis peut déjà apprécier notre travail, juger à sa valeur notre persévérance qui com-

mence déjà sérieusement à porter ses fruits.

Maintenant il faut avancer !

L'organisation du soutien

Le premier souci de chaque camarade est maintenant le soutien de la Vérité, par les deux seuls moyens qui soient à leur disposition : l'abonnement et la souscription.

Une campagne d'abonnements

Nous sommes modestes ; nous voulons 1.000 abonnés dans le plus bref délai. Avec 1.000 abonnés, notre budget serait aux trois quarts équilibré.

Chacun de nos amis, chacun de nos abonnés actuels, doit immédiatement faire un nouvel abonné.

Quant à ceux qui nous enverront cinq abonnements, nous avons promis de leur envoyer les trois volumes de l'ouvrage de Trotsky : *Ma Vie*. Qu'ils se dépêchent !

La souscription

La souscription est un moyen immédiat de boucher les trous les plus pressants. Elle ne rend pas encore assez !

200 francs en moyenne par semaine, c'est insuffisant. 500 francs au moins par semaine doit être le chiffre qu'il faut tout de suite atteindre.

(Voir la suite en page 2.)

Depuis un mois des dizaines d'ouvriers sont en grève dans le Nord, une lutte vigoureuse contre le patronat.

Il faut venir à leur aide.

Il faut les secourir immédiatement !

C'est un devoir pour chacun de verser son obole pour le soutien des grévistes.

Envoyez directement vos souscriptions au siège de la C.G.T.U., 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

nel « apaisement ». Le tour sera joué : les grévistes de Roubaix-Tourcoing subiront le sort de ceux de Lille.

C'est pourquoi le **Populaire** et le **Peuple**, décidés à utiliser à fond la diversion de la lutte contre la « prime de fidélité » accusent les communistes, les unitaires réclamant des augmentations de salaires, de collusion avec Ley. Cette répugnante accusation a pour but de faire oublier que les réformistes, au début du conflit, avaient eux-mêmes demandé des réajustements de salaire, objet de leurs craintes actuelles. Et même la « prime de fidélité » pour conditionnée qu'elle soit, montre que le patronat textile pouvait supporter des augmentations de salaires.

La question la plus grave maintenant est de savoir si oui ou non Thorez et ses amis maintiendront jusqu'au bout ce qui a permis aux réformistes de réaliser leurs projets de sabotage des revendications ouvrières.

Seul, le front unique sur une base acceptable par la masse des grévistes peut sauver le mouvement, peut faire reculer patrons et valets réformistes. Il ne s'agit nullement, contrairement à toutes sortes de calembredaines prêtées généreusement à l'opposition communiste, de faire le front unique par en haut.

Encore une fois, il faut se rappeler que le formidable mouvement gréviste du Nord a été causé par le refus des ouvriers de laisser diminuer leurs salaires par l'application du versement ouvrier. C'est donc la lutte contre le versement ouvrier avec le mot d'ordre de l'augmentation compensatrice des 0 fr. 25 qui peut faire bloquer les dizaines de milliers de grévistes, qui peut réaliser le front unique.

Si Thorez et ses amis ne veulent pas comprendre, des signes précurseurs font prévoir que les ouvriers communistes, que les ouvriers unitaires, se chargeront de mettre les Thorez à la raison. Il y a déjà à Halluin des indications qui devraient faire réfléchir Thorez.

Contre la trahison réformiste ; pour la victoire dans le secteur de Roubaix-Tourcoing ; pour les nouvelles luttes qui ne sont que différées à Lille ; seul le front unique est efficace. Les ouvriers communistes, avec l'Opposition l'imposeront aux dirigeants du Parti et de la C.G.T.U.

Nous mettons en vente des collections de la LUTTE DE CLASSES pour les 6 premiers mois de 1930, AU PRIX DE 10 FRANCS (N°s 17 à 22).

Ces 6 numéros forment un ensemble de plus de 450 pages contenant une documentation indispensable sur le mouvement communiste international, des articles du camarade Trotsky, des études de fond sur le mouvement syndical, sur la situation en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en U.R.S.S., en Inde, en Indochine, etc., ainsi que des articles sur le mouvement oppositionnel international, des comptes-rendus d'ouvrages politiques et économiques.

Chaque militant doit posséder cette collection. A ceux qui n'ont pas acheté jusqu'à présent LA LUTTE DE CLASSES nous donnons la possibilité de se documenter en achetant les 6 premiers numéros de cette année de la LUTTE DE CLASSES, au prix de 10 francs.

Envoyez les commandes à LA LUTTE DE CLASSES, 45 boulevard de la Villette, Paris X°.

LA SEMAINE

Rivalité anglo-américaine au Pérou.

La « révolution » péruvienne est un épisode de la lutte entre l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique. Ces luttes, dans toute l'Amérique du Sud, prennent la forme des coups d'état militaires ornés de verbiage national - révolutionnaire. La clique du président Leguia, qui, à en croire les nouvelles parvenues, se tient en mauvaise posture, représentait les intérêts du capital américain qui contrôle la presque totalité de la production péruvienne dans les mines (pétrole, or, argent, cuivre) et dans les plantations (coton, canne à sucre, caoutchouc). De l'idéologie national-révolutionnaire et de la guerre des généraux, qui, sous prétexte d'anti-impérialisme, servent tantôt tel impérialisme, tantôt tel autre, le prolétariat et la paysannerie pauvre n'ont rien à attendre.

En Turquie, nouvelle orientation économique et politique.

La formation du nouveau parti de Fethi Bey avec l'appui du Ghazi Mustapha Kemal, marque l'échec de la politique du « capitalisme dans un seul pays » pratiquée jusqu'adans. Ce nouveau parti a directement sa racine dans les difficultés économiques du pays et non dans les combinaisons diplomatiques en vue de la guerre contre l'U.R.S.S., comme on l'affirme dans l'*Humanité*. Le nationalisme économique d'Ismet Pacha qui voulait ignorer le marché mondial et construire de toutes pièces une industrie turque autonome, a mené au pire marasme. De cette nouvelle orientation économique de la Turquie, doit s'ensuivre nécessairement à titre de conséquence une nouvelle orientation dans la politique étrangère. La Turquie devra composer avec les impérialismes, dont elle aura besoin pour son relèvement. On parle même d'une adhésion à la S.D.N. Rappelons à ce sujet les déclarations du ministre des affaires étrangères Tewfik Rouchdy Bey qui doit prochainement entreprendre un voyage en Russie : « Toute nouvelle amitié serait sans valeur si elle exigeait la renonciation aux amitiés anciennes. Seul un changement de régime politique en Turquie et en Russie, pourrait provoquer une telle modification ».

En Chine : Guerre de généraux ou guerre révolutionnaire ?

Le silence se fait peu à peu sur l'avance des troupes « rouges » du général Tchou-Mao, après la reprise de Tchang-Tcha (au fait n'est-elle pas une seconde fois réoccupée par les troupes de Nankin ?) La collusion au moins stratégique des troupes rouges avec celles des Nordistes, est à peu près certaine. C'est au même moment que les nordistes, Feng-Yu-Siang et le célèbre nationaliste de gauche Wang-Tin-Wei en tête, négocient une alliance avec le tyranneau réactionnaire Tchang-Sue-Liang gouverneur de la Mandchourie. Il serait assez difficile de trouver des principes politiques dans tout cela.

Dans quelle mesure la guerre des troupes rouges diffère-t-elle de nature de la guerre des généraux ? Quelles sont les perspectives de ces généraux rouges, à l'heure où le mouvement ouvrier semble faire complètement défaut dans les principaux centres ? Dans quelle mesure peut-on admettre que la révolution ouvrière soit à la queue de la révolution paysanne ? Voilà ce que l'*Humanité* ne dit pas à ses lecteurs.

IL FAUT SAUVER LA VERITE

(Suite de la page 1)

Camarades, faites circuler les feuilles de souscription que nous vous avons envoyées ! Renvoyez-nous de suite celles qui sont déjà remplies !

Un Progrès

Il faut dire que les camarades commencent à s'éveiller. Pas du tout assez, à notre avis. Mais enfin, ils commencent à comprendre que nous ne parlons pas en l'air quand nous disons que si les abonnements et la souscription n'augmentent pas beaucoup, de suite, nous serions obligés de cesser la parution hebdomadaire.

Le mois de juillet, et dès maintenant le mois d'août, qui sont pourtant d'ordinaire des mois creux, accusent une sensible augmentation de la rentrée des abonnements.

Nos camarades de Tours ont fait un effort sérieux cette semaine ; que chacun les imite !

Dans les occasions où se tiennent des réunions, des meetings, des congrès, il faut : 1° faire une souscription collective ; 2° réunir des abonnements, comme notre camarade Cullinet a fait au Congrès de Marseille.

Au seuil d'une nouvelle année, en avant !

Nous abordons la nouvelle année dans des conditions difficiles. Raison de plus pour redoubler de courage.

Camarades !

Notre avenir est entre vos mains, c'est-à-dire que l'avenir même de l'opposition de gauche, et avant tout de son journal, est entre les mains de ceux qui l'approuvent, la soutiennent et en fin de compte font sa force.

Les dépôts

Nous étudierons pour le relancement du journal avec la nouvelle année, de près le problème des dépôts. C'est à chacun de nos camarades de s'occuper de suite de nous indiquer, dans leur localité, les meilleurs endroits.

A TOURS, la *Vérité* est en vente à l'angle de la rue Blaise-Pascal et de la rue Auguste-Comte.

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE POUR LA « VERITE »

Gaspari	5 »
L. (Lyon)	5 »
M. (Lyon)	5 »
C. (Lyon)	1 »
M. (Lyon)	1 »
Francis, Tours	20 »
Un copain F.O.P.C.	5 »
Coignard	10 »
Gratteau	5 »
Remise sur livr. vendus ..	13 50
J. Gros (Tours)	50 »
Un camarade de la Goutte d'Or	10 »
V., vieux militant d'Arpajon	10 »
Voisin	5 »
H. reliquat d'abonnement ..	2 »
Un instituteur révolutionnaire	5 »
A. J. Z.	50 »
Total	202 50
Total général	11.411 80

VIENT DE PARAITRE :
L'an I de la Révolution Russe
par Victor SERGE
Un volume de 500 pages
Prix actuel : 20 fr. franco
Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10°)

IL FAUT SOUSCRIRE
A « LA VERITE »
C'est un devoir pour chacun
de nos lecteurs.

LES LIVRES

V. SERGE. — Les hommes en prison. — Rieder éditeur.

Le livre de V. Serge est un document humain de premier ordre et un réquisitoire terrible. L'auteur a vécu pendant quinze mois de prévention et quarante-cinq mois de réclusion dans une maison centrale la vie des prisonniers de droit commun. Les Hommes en prison réalisent une des premières formes du roman objectif impersonnel. Les héros ne sont pas un tel et un tel, mais les hommes et les quatre murs de la prison. Rien de commun entre un ouvrage de cet ordre et certaine basse littérature qui exploite la sentimentalité bête et le sadisme trouble qu'éveillent des sujets de ce genre.

L'auteur apporte une contribution magistrale à la psychologie sociale du condamné. Le régime cellulaire coupe tous les liens existant entre l'homme et son milieu humain. Il le pousse à la folie, en le rendant au sens étymologique du mot, aliéné, étranger aux autres hommes. Avec une lucidité terrible, V. Serge analyse les obsessions qui s'emparent de l'homme ainsi isolé : hantise sexuelle, hantise de l'affaire, hantise des relations de famille ; le comportement des divers individus, selon leurs différents milieux d'origine : ceux qui se laissent engourdir par la vie végétative de la prison et confinent doucement à l'idiotie, ceux qui s'enfuient dans la folie ou dans la mort, ceux qui surmontent en trouvant des compensations, qui réinventent pour leur propre compte cette morale de l'esclave qui élève la liberté de l'esprit au-dessus des chaînes matérielles qui fut le stoïcisme antique. L'auteur n'a dû son salut qu'à sa foi révolutionnaire.

C'est par là que l'œuvre de V. Serge prend sa portée de réquisitoire lucide. La prison est le symbole même de la guerre de classes, guerre anarchique et individuelle de l'affranchi de droit commun ou guerre consciente du révolutionnaire. Même à l'intérieur de la prison, par les différentes réactions des individus : solidarité fraternelle ou mouchardage, apathie idiote ou lutte désespérée pour préserver le cerveau ; par les différences de traitement soigneusement graduées par le personnel dirigeant, les différences de classes subsistent. La prison capitaliste est bien une prison de classe. Liée à la guerre des classes, la prison ne disparaîtra qu'avec elle.

Au problème de la peine de mort, V. Serge apporte une contribution capitale qui écarte loin derrière les billes des bourgeois humanitaires et hypocrites. En un sens, la mort est la « plus humaine des peines », lorsqu'elle n'est que répression précise et brutale, mille fois plus humaine que l'encellulement. C'est une mesure de police et de guerre. Ce qui est odieux, et révoltant dans la peine de mort telle qu'elle est appliquée en régime capitaliste, ce n'est pas le fait qu'un homme disparaît, c'est la sinistre comédie judiciaire, la multiplication des affres de l'agonie par autant de minutes qu'il y en a qui séparent la condamnation de l'exécution, ce n'est pas la mesure de police, c'est la prétendue mesure de justice. — A.A.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 23 de juillet

“La Lutte de Classes”

Au Sommaire :

Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? Un craquement dans l'appareil, par L. Trotsky. Ces deux articles doivent être lus après le 16^e Congrès du P.C. Russe.

Une documentation fondamentale sur la situation du communisme italien : Blasco : Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. — L. Trotsky : Lettre à la nouvelle Opposition du P. C. Italien. — Lettres de la fraction de gauche italienne (Prometeo) au Secrétariat International de l'Opposition de gauche et à Trotsky. — Réponse de Trotsky à la fraction de gauche, Etc...

Prix du numéro de 80 pages, 3 francs. Abonnez-vous !

Lettre d'Allemagne

M. TREVIRANUS PARLE

Monsieur Treviranus, chef du *Parti populiste conservateur* et ministre des pays occupés, a fait le 11 août un discours, qui a tenu en haleine pendant toute une semaine la bourgeoisie allemande et étrangère. Treviranus développa dans ce discours une partie du programme extra-parlementaire du régime Hindenburg, dont Treviranus est le soutien matériel et inconditionnel.

Monsieur Treviranus s'est dressé avec une emphase retentissante contre la France et la Pologne, a envoyé ses salutations flamboyantes aux « frères non délivrés de la Sarre, d'Eupen et de Malmedy, du pays arraché de la Vistule », et s'exclama : « Le jour viendra où la lutte pour le droit de l'Allemagne délivrera l'Europe. »

Les vainqueurs de Versailles ont sans douceur tiré l'oreille au ministre bavard de l'impérialisme néo-allemand, 48 heures après son discours, Treviranus dut humblement battre en retraite et déclara : « Où devrions-nous donc, pour l'amour de Dieu, prendre les armes nécessaires pour faire la guerre ? Comment pourrait-il, en tant que soldat ayant des vues sobres, avoir de telles idées ? »

Cet épilogue montre seulement à quel point l'impérialisme néo-allemand habile et indiscret a surestimé sa propre force. Mais l'aveu de la guerre de revanche, qui ressort on ne peut plus nettement du discours de Treviranus ne peut être effacé par aucun démenti.

Cependant le fait que cet aveu soit fait *justement en ce moment* et avec une clarté aussi cynique n'est pas dû au hasard. Le fascisme est devenu un grand mouvement au cours de la dernière année. Des centaines de milliers de petits-bourgeois, de petits paysans et de semi-prolétaires qui, selon leurs intérêts ne pouvaient s'orienter que vers un front révolutionnaire, sont passés à la contre-révolution, au fascisme, notre Parti n'ayant pas su leur montrer le chemin vers le prolétariat. Le profond mécontentement des masses au sujet du plan Young est une des plus grandes forces agissantes du fascisme. De grandes masses croient encore au caractère anti-capitaliste du N.S.D.A.P. (Parti ouvrier national-socialiste allemand) aussi fermement qu'au fait que le fascisme triomphant fera sauter les chaînes du plan Young. C'est une des rares améliorations de la politique de la direction du Parti, de mettre fortement en avant les *expériences de la Thuringe* et de montrer aux masses laborieuses que *Frick* est non seulement un valet du capital allemand, mais aussi un organe exécutant du système Young.

La dictature démocratique et le fascisme

Le régime de dictature, soutenu par les milieux dirigeants du capital financier allemand et le fascisme se combattent mutuellement pour s'arracher l'influence sur les masses du camp bourgeois. Le régime de dictature n'a pas la moindre envie d'abdiquer volontairement en faveur du fascisme. Les coulisses du parlementarisme se sont montrées trop précieuses, pour que la bourgeoisie renonce aux avantages de la démocratie bourgeoise.

Cette « lutte » est menée très simplement : les partis Hindenburg (le parti populiste conservateur, le parti d'Etat allemand, et le Landbund) prennent à leur compte tous les « principes » du fascisme ; ils réclament à grands cris « l'homme fort », ils annoncent la faillite de « l'ancien parlementarisme » et si Hitler tonne contre Versailles — eh bien, c'est simple : Treviranus prêche la guerre de revanche.

C'est ainsi que le régime de dictature cherche à combiner les avantages du régime démocratique parlementaire un peu usé, avec ceux du fascisme, à remplir les formes extérieures de la démocratie d'un contenu fasciste.

Les masses n'examineront pas, le 14 septembre, le régime de dictature, mais au contraire c'est lui qui examinera leur degré de « maturité », c'est-à-dire le consentement des masses à la dictature Hindenburg. Et si le « manque de maturité » des masses est tellement

grand que le « cabinet de soldat du front » de M. Hindenburg n'obtient pas la majorité, qu'arrivera-t-il ?

« Il (Treviranus) insinua qu'en face de la grave situation aucun gouvernement ne pouvait capituler, si une majorité de partis désunis entre eux cherchait à ruiner l'œuvre de réforme entreprise par le gouvernement et par le président d'Empire », dit la presse « démocratique » (Berliner Zeitung du 18 Août) et elle ajoute malicieusement : « menace qui n'est pas, à vrai dire, remplie de respect vis-à-vis de la décision électorale que le peuple doit prendre à présent. »

La question de savoir si le régime de dictature sera à même de réaliser ce projet ne dépendra pas de lui-même, mais du développement ultérieur de la lutte des classes en Allemagne. La crainte des masses est le principe décisif.

« Nous voulons en finir légalement avec le système... » écrit Goebbels (Angriff du 20/VII) et ce *désir de la légalité* le consentement à une collaboration positive à la Frick est l'envers de la crainte qu'ont les dirigeants fascistes des ébranlements sociaux venant à la suite d'un renversement politique. Nous avons déjà souvent dit que la reconnaissance de la légalité, de la coalition, amènerait une différenciation dans le camp du fascisme, car les masses qui le suivent veulent le renversement politique — et c'est de celui-là qu'elles attendent l'amélioration de leur situation économique.

Qui supportera le plan Young ?

Le développement politique ultérieur de l'Allemagne, l'allure à laquelle se dérouleront les processus sociaux et politiques, sera déterminé par le cours ultérieur de la crise.

La direction du Parti ne se donne pas trop de mal ; elle tient déjà le plan révolutionnaire dans sa poche. Sa « perspective » est extrêmement simple : « La crise grandit de plus en plus, la situation devient de plus en plus intolérable, la démocratie et le réformisme se décomposent de plus en plus vite, la radicalisation prend des proportions gigantesques — et la course commence : la victoire sera soit au communisme, soit au fascisme. La rencontre ouverte « des classes est inévitable pour l'automne ou l'hiver. »

Les choses ne sont pas si simples ; nous avons vu en 1923 qu'il y a encore une autre possibilité, celle que le communisme et le fascisme soient repoussés par la bourgeoisie, aidée par les socialistes.

A cette époque Brandler s'égosillait : « le fascisme a triomphé. » (séance du C.E. de P.I.C. janvier 1924). En réalité le fascisme n'avait pas, à cette époque, triomphé de la république bourgeoise, mais au contraire, la République bourgeoise avait mis un frein au fascisme.

Mais à cette époque la République bourgeoise ne réussit à se consolider que sur le terrain de l'essor économique qui commençait lentement. Sans ce facteur les problèmes révolutionnaires de l'automne 1923 auraient été de nouveau bien vite à l'ordre du jour.

La question décisive qui se pose à nous aujourd'hui est celle-ci : « Y a-t-il une possibilité pour la bourgeoisie allemande de faire supporter le poids de la crise à des pays capitalistes plus faibles, au moyen de la technique moderne, de l'exploitation démesurément renforcée ces derniers mois (baisse des salaires, impôts indirects) d'augmenter sa capacité de concurrence, de réaliser le plan Young ? » *Staline*, le professeur bien connu de « stratégie révolutionnaire » qui, en 1923, conseilla aux communistes allemands de laisser d'abord triompher les fascistes (« Mais pour nous il vaut mieux que les fascistes attaquent d'abord, cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes... Selon moi il faut retenir les Allemands et non les pousser en avant. » (Lettre de Staline, juillet 1923), est aujourd'hui d'avis qu'il sera impossible à la bourgeoisie allemande de tenir les engagements que lui impose le plan Young, le prolétariat n'acceptant abso-

A PROPOS DE LA CONFÉRENCE DES GROUPEMENTS ITALIENS EN FRANCE

Voilà presque un an qu'on a décidé de réunir une conférence des groupements italiens en France ou, pour mieux dire, des groupements de langue italienne adhérant au Parti communiste français. Mais l'on se tromperait si l'on croyait que le retard énorme apporté à l'exécution de cette décision est dû au fait qu'on a voulu donner à la base la possibilité de discuter largement et d'intervenir dans l'examen des problèmes à l'ordre du jour de la Conférence. En effet, il est possible d'affirmer que la discussion a totalement manqué. Très peu d'articles, et très moroses, dans lesquels aucun des problèmes qui sont réellement à la base de la « crise » de nos groupements italiens en France n'a été non seulement traité, mais simplement posé. La base, que cette conférence aurait dû « vivifier », n'a même pas le droit d'élire ses délégués. Un communiqué de la MOE cherche à justifier cette disposition par le fait que les groupements ne sont pas des organes de base du Parti, mais des groupements techniques de travail. (Ceci sauf dans les cas où l'on veut faire voter des ordres du jour contre les « opportunistes » ; car alors les groupements cessent d'emblée d'être des groupements techniques pour devenir des organes « politiques »). Mais pourquoi en tout cas ne pas permettre aux groupements d'élire « démocratiquement » leurs représentants à ce qu'on veut appeler conférence de ces mêmes groupements ? La conférence

hument pas qu'on extorque les milliards de ses veines. Le « professeur » aboutit ainsi à une situation sans aucune issue pour la bourgeoisie allemande.

En réalité cette question sera résolue par la lutte acharnée des classes, dans laquelle le Parti révolutionnaire détiendra un rôle d'une importance décisive.

La question de savoir si la bourgeoisie allemande pourra reprendre haleine en accentuant l'exploitation, pose la question de la défense prolétarienne. Nous répondons ouvertement à cette question : « Si la classe ouvrière continue à reculer, le P.C.A. ne sachant pas la mobiliser pour la lutte, alors il y aura possibilité pour la bourgeoisie de faire retomber en partie la crise sur d'autres pays et de venir à bout des engagements du plan Young. » Qu'est-ce que cela signifie politiquement ? Cela signifie aussi politiquement un temps d'arrêt pour le régime de dictature ; toutes les questions telles qu'elles se posent aujourd'hui, restent valables. Mais les délais dans lesquels les processus se déroulent, se prolongent. Si la bourgeoisie gagne du temps économiquement, les chances grandissent pour le régime de dictature de se stabiliser pour un temps prolongé, de mettre, pour un temps, un frein au fascisme. M. Treviranus dit : « A bas le bavardage sur la catastrophe, il faut avoir le courage d'éloigner la détresse ! » C'est là le langage de la bourgeoisie qui se prépare, dans une armure de fer, à échapper à la catastrophe menaçante, tenant de la main gauche l'épée de la démocratie et de la main droite la hache du fascisme.

Mais il importe que notre parti accomplisse son devoir. Ce sont ses fautes qui peuvent accorder à la bourgeoisie le temps de reprendre haleine.

Aujourd'hui que se déroule sous nos yeux la faillite de la démocratie bourgeoise, nous voyons le Parti socialiste qui a, dans l'ensemble, conservé ses forces, semer systématiquement, par des illusions démocratiques, la décomposition dans les rangs de la classe ouvrière et la désarmer idéologiquement.

M. Treviranus parle. Mais le régime de dictature qu'il représente, agit, étant plus perspicace, plus intelligent que son héritier bavard. Thaelmann aussi parle. Où ira notre Parti si ses actions dans la lutte des classes se bornent uniquement aux discours ronflants de Thaelmann ? Les illusions démocratiques des ouvriers, le programme de rapine du régime de dictature, la menace du danger fasciste — tout cela ne peut pas être vaincu par des discours.

K. LANDAU.

avait justement été décidée dans le but de corriger les défauts de la conférence de Lyon convoquée avec la même méthode de choix des délégués, par en haut. Le fait est qu'en réalité, on veut empêcher de voir les causes réelles de l'appauvrissement politique et numérique de nos groupements en France. Les causes au fond sont les mêmes qui sont à la base du marasme existant au sein de notre Parti et de la C.G.T.U. et qui résident principalement dans l'incapacité de notre Parti et de nos syndicats à se lier avec les masses.

L'isolement des groupements

Pour critiquer le Parti et le « corriger », la condition essentielle est de participer activement à la vie de ses organismes de base. Au contraire, la tendance des « groupements » est de s'isoler de la vie du Parti et des organisations de la C.G.T.U. 50 0/0 des camarades adhérants aux groupements n'interviennent que très rarement dans la vie des cellules, qui, à leur tour, ne se réunissent que très rarement. De façon que les « groupements » se replient sur eux-mêmes et finissent par ne plus être ni des organes politiques, ni des organes techniques de travail. D'autre part il n'est pas possible de réclamer des groupements un travail quelconque si toute vie politique leur fait défaut. Et c'est bien cela qui leur manque. Les conditions des groupements sont de jour en jour plus alarmantes. Et en période « d'essor révolutionnaire » un tel fait le serait mille fois plus. Les groupements ne sont capables de faire vivre aucun de leurs journaux. Tandis que les camarades de la gauche, avec leurs sacrifices personnels, entretiennent un journal paraissant régulièrement ; les groupements ne sont pas en mesure d'entretenir la *Vie Prolétarienne* malgré les subventions régulières du Parti. Même il se peut que la cause soit dans la vie chétive de la base et l'incapacité de la bureaucratie à susciter les énergies des camarades. Même situation pour les organismes soi-disant de masse, tels que les *Patronati* pour les Victimes du fascisme, et les C.P.A. (Comités Prolétariens Antifascistes). Les uns comme les autres, on peut dire qu'ils ont disparu de la circulation. Le journal *Fronte Antifascista* est mort car on n'en a plus eu de nouvelles.

Où la bureaucratie a prouvé d'une manière toute particulière sa capacité « destructrice », c'est dans la question des Patronages, des Victimes du Fascisme.

Ces organisations avaient connu une très large popularité des masses. Ils avaient une immense possibilité de développement. L'incapacité politique et d'organisation des bureaucrates auxquels a été confiée la vie de ces patronages, a mené ces institutions à la paralysie, à leur disparition presque totale en tant qu'organes actifs de masse.

Le bilan des groupements n'est pas moins désastreux sur le terrain syndical. Pas une seule fraction de langue italienne au sein des syndicats ; aucun Comité syndical de catégorie n'a été en mesure de vivre et de développer un travail effectif parmi les travailleurs italiens émigrés.

Comment sortir d'une telle situation ? La Conférence des groupements qui se réunira prochainement, par la manière avec laquelle elle a été préparée, ne donne aucune garantie que d'elle sortira la solution des problèmes qui sont à la base de la « crise » des groupements. Ce qui ne justifie aucunement la thèse des camarades partisans de la suppression de ces mêmes groupements. Car ces derniers doivent être le canal portant les mots d'ordre du Parti et de l'Internationale aux masses italiennes émigrées en France. Une plus grande activité politique ; une plus large participation au mouvement du prolétariat révolutionnaire en France et de ses organismes politiques ! Mais avant tout, une large participation de la base aux discussions et à la direction des groupements !

Un camarade.

Le "tournant" du Parti dans la région tourangelles

Le Comité régional a été assez long à dire son mot sur le « tournant ». Il a enfin adopté une résolution embarrassée dont *l'Avant-Garde* nous donne chaque semaine quelques morceaux. Naturellement, le C.R. adopte le tournant comme il avait adopté la lettre ouverte : sans discussion ! Comme le Comité Central, il proclame la justesse de la ligne politique, mais se lamente sur la mauvaise application. Et le C. R., qui est pourtant un organisme d'application de la politique du Parti n'examine pas comment il a, lui, mal appliqué. Immédiatement, suivant l'exemple du Comité Central, il va chercher à la base la mauvaise application de la politique du Parti.

Est-ce la base qui a craint de lancer le mot d'ordre de lutte sur deux fronts ?

Est-ce la base qui niait, il y a quelques mois encore, la stagnation des effectifs, la baisse des lecteurs de *l'Humanité*, la perte des voix dans les élections partielles, toutes choses aujourd'hui avouées par le C. C. et par le C.R. ?

Est-ce la base qui lançait le mot d'ordre de grève politique pour le 1er Août ?

Non, ce sont les organisations dirigeantes.

Et le danger « mécanique », le Comité régional le découvre dans la cellule Blanqui et la cellule des municipaux de Saint-Pierre, qui demandèrent des exclusions immédiates ! Si les zélés membres de ces deux cellules comprennent quelque chose au tournant, ils seront vraiment heureux ! Le C.R. leur reproche d'avoir demandé des exclusions qu'il a prononcé quelques jours après ! On imagine difficilement une telle politique. Certes, la position de ces deux cellules était fautive, mais elle était la conséquence de la politique des dirigeants régionaux. Ce qui est faux, ce sont les exclusions.

Mais le Comité Régional découvre également d'autres dangers. Il y a les camarades qui ont des postes responsables dans les organisations auxiliaires et qui ne font rien pour appliquer la ligne du Parti. Que cache cette formule obscure ?

Est-ce la lutte contre certain membre du Parti dirigeant d'une organisation extérieure, qui à l'égard de la Révolution russe occupe une position des plus contre-révolutionnaires ? Nous voulons parler d'Emile Noël, dirigeant de la *Libre-Pensée*. Au moment où *l'Avant-garde* publie un roman-feuilleton pour tenter d'expliquer l'exclusion de Bernard une question s'impose à nos dirigeants régionaux. Bernard, qui, suivant eux, ne remplissait aucune des tâches dont il était chargé, en a tout de même rempli quelques-unes. En particulier celle d'examiner le travail de certains communistes dans la *Libre-Pensée* et de tracer les bases politiques du redressement de leur activité. Ceci a été fait. Mais où en est l'application ?

Est-ce Emile Noël que vise la formule du Comité Régional ??

Il est permis d'en douter. Le C. R. qui insulte honteusement les camarades de l'Opposition garde le silence sur le discours scandaleux d'Emile Noël au dernier Congrès de la *Libre-Pensée*.

Mais il est vrai qu'Emile Noël a voté les exclusions des camarades de l'opposition !

Que vise alors le Comité Régional ? Les coopératives... Les ligards les plus éminents ont donné à toute leur mesure... et il n'y a plus de postes responsables pour les membres du Parti.

Alors, que reste-t-il ? Déjà on peut comprendre ce que visent les bureaucrates régionaux. L'organisation ouvrière des mutilés et anciens combattants de la région tourangelles a échappé jusqu'ici à leurs ravages.

Elle est restée une organisation de masses avec une politique révolutionnaire. Elle a résisté aux offensives des dirigeants réformistes de la Fédération Ouvrière Paysanne des Mutilés. Mais les camarades qui sont à sa direction, qui ont une grande expérience du mouvement, ne se plient pas aux

fantaisies des dirigeants qui se succèdent à l'A. R. A. C. et à l'I. A. C. avec une déconcertante rapidité.

Aussi, cela suffit. On fera le silence sur ceux qui votent les exclusions des camarades qui ne sont pas d'accord, mais on entreprendra, au risque de démolir une organisation de masses, une lutte contre ceux qui ne sont pas des 100 %.

Voilà un des aspects du « tournant » dans la région tourangelles !

Il en reste un autre : le Comité régional nous révèle qu'il y a dans le Parti des camarades qui ne sont pas d'accord avec les « trotskystes », mais qui disent que l'opposition a raison dans ses critiques.

Il n'est pas d'aveu plus éclatant de la force de l'opposition et de ses racines profondes dans le Parti, malgré les exclusions.

C'est parce que beaucoup de membres du Parti sentent la justesse des critiques de l'opposition que les dirigeants régionaux ont eu recours aux exclusions. Ils peuvent ainsi mener les pires campagnes et abaisser *l'Avant-Garde* à leur servir d'instrument. Ce n'est qu'en utilisant la légende du « trotskisme », en forgeant un roman-feuilleton sur l'exclusion de Bernard, en accablant d'injures les exclus qui les dirigeants régionaux peuvent établir une barrière artificielle entre les camarades du Parti et l'opposition.

Ce ne sera pas pour longtemps. Nous dissiperons les légendes, nous montrerons aux camarades que nos critiques qu'ils trouvent justes, ne peuvent se concilier avec la politique de la direction du Parti et de la direction régionale, mais qu'elles ne peuvent être admises que par le retour à une véritable politique communiste que défend l'opposition de gauche.

C'est dans ce sens seulement que peut s'accomplir un « tournant » décisif.

Un exclu.

DANS LE 4^e RAYON

On n'y comprend rien, vive Staline !

Pendant la 3^e période, on nous explique la perte des effectifs ainsi : c'est la répression, les gens ont peur... et maintenant que commence la 4^e période, on veut les retrouver. (Inutile de dire que la majorité des ouvriers a quitté le parti dégoûtée par la politique fautive et incohérente de la direction). Le régime bureaucratique pèse lourdement sur le parti. L'appareil se trompe s'il croit que ses petites mesures d'organisations dont certaines sont d'ailleurs justes peuvent faire disparaître le malaise.

D'après le raisonnement des stalinien on devrait se demander : Les gens ont quitté le parti par peur et vous voulez les rechercher maintenant... Vous allez alors suivre une politique opportuniste qui atténuera la répression et permettra à ces éléments à rester dans le parti.

Mais les 100 p. cent ne se souviennent plus de leurs paroles d'hier. Le tournant est d'une part effectué bureaucratiquement, d'autre part il a des racines opportunistes, comme nous allons le prouver dans les lignes ci-après :

Le parti, par la faute de la direction, ne fait aucune action communiste. Depuis le 1^{er} août on a tenu 4 meetings publics. Le verbiage gauchiste cache l'activité opportuniste électoraliste. Certains camarades disent : Mais vous n'êtes donc jamais d'accord ! Mais, camarades, avez-vous seulement un tout petit peu été consultés dans des questions politiques, ou bien vous a-t-on incendié ?

Voilà comment le tournant mène à l'opportunisme.

Le verbiage gauchiste empêchera tout travail sur la base de l'entreprise. Des militants auront tout le temps à coller des affiches, la direction dira avec satisfaction « mais mon cher camarade, nous avons réuni mille personnes... » et cependant le mouvement chez Grammont est dans l'eau.

Cela doit faire réfléchir la base.

Un Oppositionnel.

Mussolini prépare de nouvelles fusillades à Trieste

Nous avons déjà souligné plus d'une fois que le fascisme est serré dans l'étau ; il emploie la terreur pour faire face au réveil croissant des masses opprimées, et en même temps il craint l'emploi de cette terreur qui s'est révélée capable non pas d'arrêter le réveil des masses, mais bien au contraire de lui donner une impulsion nouvelle. La condamnation de Ricardo Donati, le prolétaire qui a vengé avec lui les dizaines de prolétaires persécutés par un fasciste influent de Ravenna, ne doit pas laisser croire que le Tribunal Spécial a renoncé au peloton d'exécution. Cette menace, suspendue sur quelques-uns des vaillants défenseurs de Cascina Claretta à Milan, se prépare nettement contre ceux à qui on impute la responsabilité de la bombe éclatée le 10 février dernier dans les locaux du *Popolo de Trieste*, journal fasciste de cette ville. Le *Foglio d'Ordini* du Parti fasciste du 18 courant annonce que le 1^{er} septembre s'ouvrira le procès contre eux, et que « l'épée inflexible de la justice fasciste est en train de rejoindre les coupables. Le Régime a déjà montré comment il répond à la terreur ». Pas besoin de rappeler la chasse à l'homme, les bâtonnades, les dévastations, les pillages qui ont suivi cet événement et ont causé un mort et trois blessés parmi le personnel du journal. Pas besoin aussi de rappeler que la Vénétie Julienne est une des régions d'Ita-

lie où le fascisme, pour des motifs de politique intérieure et extérieure craint plus que nulle autre part l'action des masses. La fusillade de Vladimir Gortan est là pour l'indiquer avec la plus grande clarté. Le fascisme juge peut-être nécessaire un autre « exemple » pour dominer la situation qui s'est créée même au sein de ses rangs ? Les prolétaires italiens et les travailleurs français doivent prendre dans leurs mains la défense de tous ceux qui sont menacés par la vengeance fasciste, car c'est seulement dans l'action des travailleurs et dans l'intensité de cette action que réside la possibilité de faire reculer l'infâme tribunal des chemises noires devant la peine capitale. Nous avons demandé l'action de la C.G.T.U. pour une campagne d'amnistie. Nous insistons sur la nécessité de cette campagne et sur la nécessité de l'action de classe, seule susceptible de sauver ceux qui sont menacés du peloton d'exécution. Nous avons demandé à la C.G.T.U. de se faire le centre de la lutte internationale de libération contre le fascisme. A tous les ouvriers italiens et français organisés dans la C.G.T.U. la tâche d'amener leur organisation à cette bataille.

Par manque de place nous sommes obligés de renvoyer au prochain numéro un article sur la participation de l'opposition italienne au Ve Congrès de l'I.S.R.

La répression se renforce en Espagne contre les communistes

En Espagne, la dictature continue. Comme nos camarades espagnoles l'ont maintes fois exposé ici, Berenguer n'a fait que se substituer à Primo de Rivera et rien n'a changé. Une répression impitoyable s'abat contre l'opposition communiste de gauche. Tous nos camarades sont traqués ou déjà emprisonnés. Nous avons déjà annoncé l'arrestation de Lacroix. Pedro Garcia Lavid, est emprisonné au secret à Bilbao, sans livres, sans journaux, sans lettres.

Que fait le Secours Rouge International pour nos camarades tombés dans les combats de la guerre des classes ? Rien, trois fois rien. Aucune agitation en leur faveur, pas le moindre secours rien, sauf les calomnies des bureaucra-

tes stalinien qui continuent à pleuvoir contre ceux que la répression a réduit au silence.

Où est-il le front unique proclamé par le « tournant », lorsque la bureaucratie stalinienne en Espagne laisse froidement tomber sous les coups de la bourgeoisie les camarades de la fraction de gauche ?

Il faut que cette situation cesse : que partout dans les organisations incommunistes élèvent la voix pour demander si le Secours Rouge est un organisme de classe ou un organisme de secte au service exclusif de la fraction stalinienne. Il faut contraindre les Cordier, les Blache à s'expliquer là-dessus !

En INDOCHINE l'impérialisme français se prépare à assassiner de nouveaux prolétaires

L'impérialisme français aux abois redouble ses mesures terroristes contre les courageux lutteurs qui s'élèvent là-bas contre sa politique de spoliation et de massacre. Voici

Le Comité du sous-rayon du 13^e et les coloniaux

L'on se souvient de la prétendue lettre d'un Algérien publiée dans *l'Humanité* où celui-ci se plaint de ne pas être affecté au parti.

Nous sommes à même de communiquer à nos lecteurs son nom : Youssouf ben Staline.

Je m'étonne que mon compatriote apparenté à un personnage si important ne soit pas encore affecté au parti par la nouvelle équipe qui a remplacé les liquidateurs.

Un correspondant.

Le collage d'affiches

A tout bout de champ la direction du parti fait coller des affiches. Leur impression et le tirage représentent un gaspillage énorme d'argent, le collage épuise les militants et le lendemain les affiches sont lacérées.

Ne serait-il pas plus économique et plus sûr de distribuer des tracts ? ?

Un correspondant.

maintenant l'affaire de la rue Barbier. Selon un procédé classique de toutes les polices, on monte une provocation pour servir de prétexte à la répression. La police égorge un indigène et se sert de son cadavre pour accuser les révolutionnaires de terrorisme. Résultat : l'ignoble machine administrative entre en action et broie dans ses engrenages un nouveau contingent de révolutionnaires.

Nous ne cesserons de répéter : la cause des opprimés d'Indo-Chine et celle des travailleurs français est la même. Que font le parti et la C.G.T.U. ? Où est l'action méthodique pour alerter les travailleurs et les dresser contre le massacre ? Les gens qui n'ont à la bouche que « politiser », continueront-ils à oublier les questions politiques essentielles ?

La question du soutien du prolétariat indo-chinois est une question pressante pour le prolétariat français.

Si nous laissons abattre les meilleurs têtes révolutionnaires et les cadres de la révolution, nous porterons une lourde responsabilité dans le renforcement de la bourgeoisie française. Il ne faut pas que cela soit !

LA VIE OUVRIÈRE

Quelques mots sur les grèves du Nord

A défaut de nouvelles concernant le congrès de l'I.S.R. qui se tient actuellement à Moscou, l'humanité a donné un court analytique d'un discours prononcé par Lozovsky à l'ouverture du Congrès.

Le secrétaire général de l'I.S.R. a dit : « L'Internationale d'Amsterdam comptait (lorsque naquit l'I.S.R.) alors plus de vingt millions de membres, et aujourd'hui le réformisme international est forcé de constater que ses rangs ont été profondément décimés. » Et Lozovsky d'affirmer que, par contre, l'I.S.R. se renforce grandement.

Lozovsky affirme, mais ne prouve pas. Et il y a des réalités si gênantes qu'il préfère ne pas les voir.

Il n'est besoin que d'examiner la situation dans l'Europe occidentale pour faire un sort aux fanfaronnades de Lozovsky.

En Angleterre, le mouvement minoritaire est loin d'avoir l'influence et le crédit, dont il disposait naguère. Après la grève de 1926 et la trahison des leaders de « gauche », les Purcell et des Cook, la régression du mouvement minoritaire a pris des proportions telles qu'on en vient à douter de son existence.

En Allemagne, l'opposition syndicale révolutionnaire, dans les syndicats soumis à l'influence de la social-démocratie est encore très faible et les bonzes réformistes sont loin d'être menacés.

En Belgique, le P. C. est passé à l'état de secte infime et le tableau est pire, cent fois pire qu'en Allemagne.

En France : le réformisme, les gens de la rue Lafayette qui, au lendemain de la scission de 1921, étaient infériorisés en regard de la C.G.T.U., ont rattrapé largement la distance qui les séparait de la Centrale unitaire. Qui plus est, les effectifs de la C.G.T. sont maintenant nettement supérieurs à ceux de la C.G.T.U.

Et les grèves du Nord prouvent que les réformistes sont loin d'avoir perdu tout crédit et les affirmations de Lozovsky contrastent avec cette réalité.

A l'actif aussi de la direction « troisième période » de l'I. S. R., le renouveau anarcho-syndicaliste liquidé en 1924, et qui réapparait avec la constitution du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme.

Après cela, Lozovsky peut parler de la « puissante organisation mondiale » qu'est devenue l'I. S. R. C'est là langage de pur charlatanisme.

Mais, au fait, si tout allait bien, pourquoi a-t-on imposé le « tournant décisif » ? La ligne n'était donc pas juste ? On verra que des débats du congrès de l'I.S.R. se dégageront d'autres conclusions que celles tirées par avance par Lozovsky, avec une impudence toute stalinienne, et que ressortira plus nettement la nécessité de mettre un frein à la politique qui ruine notre I.S.R.

La Vérité a publié en son temps la lettre que Cornette avait adressée à l'U.R. et au Comité central de grève des unitaires au nom de l'opposition unitaire du Nord.

Les dirigeants de la grève ont répondu, non au bureau de l'O. U., qu'ils ne veulent pas connaître, mais à Cornette personnellement. En termes polis et habiles, c'est une fin de non recevoir. A l'occasion du « tournant », on crie beaucoup « front unique », mais, pratiquement, on ne veut même pas du front unique avec des adhérents à la C.G.T.U. qui offrent sincèrement de lutter, de travailler sur les propres mots d'ordre de la C.G.T.U. : contre le versement ouvrier, pour l'augmentation des salaires.

Dans sa réponse, Porreya nous dit que chaque syndiqué unitaire peut et doit travailler aux postes responsables qui lui ont été confiés par son organisation respective. Comme nous n'avons plus aucun poste responsable dans la C.G.T.U., cela voulait dire clairement : « Nous ne voulons absolument pas de votre concours. »

Pourtant, on manquait sérieusement d'agitateurs, d'organisateurs de la grève. On a dû enlever le camarade Declercq Gilbert du secteur d'Armentières, où on avait beaucoup besoin de lui, pour le mettre à Tourcoing. Puis on est obligé de l'envoyer à Lille, où la situation était de plus en plus compromise. Cornette qui a fait ses preuves dans la grande grève du textile (1928-1929) n'aurait-il pu être envoyé et utilisé dans l'un ou l'autre secteur de la grève ? Cornette étant gréviste, cela aurait coûté fort peu et les militants du centre qui bien souvent « passent » dans les grèves comme des « étoiles filantes » auraient pu être utilisés dans les autres régions de la France où il n'y a aucun mouvement contre les A. S. de la bourgeoisie.

On a préféré employer de jeunes camarades (peut-être pleins de bonne volonté), mais notoirement insuffisants pour la tâche qu'ils avaient à accomplir.

De toutes façons, il fallait maintenir Cornette à l'écart, car, autrement, les ouvriers d'Armentières et de Roubaix-Tourcoing auraient vu quelle était la véritable position des militants de l'opposition unitaire et, du coup, seraient tombés tous les mensonges et toutes les calomnies des bureaucrates staliniens contre les oppositionnels.

N'ont-ils pas dit et écrit, il y a à peine deux mois, que Cornette était pour les A.S. et qu'il trouvait les salaires largement suffisants ?

Après le discours de Thorez à Halluin

Entre autres résultats, le grand discours de Thorez à Halluin le 16 août, a obtenu que de nombreux ouvriers n'ont plus assisté aux réunions et manifestations quotidiennes des grévistes. C'est là, évidemment, une grande faute, mais lorsqu'on décourage et dégoûte les ouvriers, leur mécontentement se manifeste par des réactions les plus diverses et parfois les plus dangereuses.

Depuis les attaques idiotes de Thorez contre Cornette et l'opposition unitaire, il avait été impossible d'obtenir que la musique ouvrière participe encore aux manifestations quotidiennes.

Cornette a fait observer à ces camarades leur faute en leur disant que nous devions nous montrer plus soucieux de l'unité des grévistes que Thorez et consorts.

N'empêche que quelques staliniens, visiblement inspirés par Boston, dont le cynisme n'a plus de limites, accusent dans une réunion du sous-rayon, Cornette comme désagrégateur du bloc des grévistes. Aveuglés par la haine, nos 100 % allaient même jusqu'à dire que c'était Cornette en personne qui avait pris la tête du mouvement d'abstention à la manifestation, après le discours de Thorez.

Or, malheureusement, Cornette n'avait pu être au meeting Thorez et n'avait donc pu conseiller personne.

Le dépit des socialistes

Rendu fou furieux par ce qu'on ne sait quoi, un Deleuze quelconque écrivit dans l'Enchaîné, il y a quelques semaines, un petit article très bête, où il était question du traître, du renégat, de l'imbécile Cornette, auquel on aurait dû mettre un bonnet d'âne.

Les socialistes d'Halluin-Menin, ayant cru voir dans les oppositionnels d'Halluin des gens genre P.O.P., s'étaient fait beaucoup d'illusions et s'attendaient avec joie à l'entrée prochaine chez eux des « troupes de renfort de la social-démocratie ».

Après avoir fait, pendant quelques semaines, aux exclus et aux exclus éventuels du P.G. le service gratuit de leur organe hebdomadaire, nos so-

CONTRE LE DANGER D'AUTONOMIE A DUNKERQUE

Les camarades connaissent déjà la position prise par les deux plus importants syndicats unitaires de Dunkerque.

Si nous ne savons pas remonter le courant, le danger d'autonomie est certain à Dunkerque.

Devant la carence inexplicable de la première U. R. et de la C.G.T.U., l'opposition unitaire du Nord organise un meeting à Dunkerque le samedi 30 août à 6 h. 1/2 salle l'Avenir.

Tous les ouvriers unitaires y ont été convoqués. De plus, une lettre que nous donnons ci-dessous a été adressée aux conseils de tous les syndicats unitaires de Dunkerque.

Au conseil syndical

Chers camarades,

L'opposition unitaire de la première région organise pour le samedi 30 août à 6 h. 1/2, salle l'Avenir, à Dunkerque, une conférence publique et contradictoire. Vous connaissez aussi bien que nous la situation extrêmement difficile de nos organisations syndicales à Dunkerque, déchirées par les luttes de tendances ; vous connaissez aussi la position prise par nos camarades des syndicats des marins et des dockers qui, dans leurs tentatives d'unité, vont jusqu'à envisager l'autonomie.

Cette situation est pleine de dangers pour l'avenir de nos organisations syndicales révolutionnaires à Dunkerque.

C'est pour parer à ces dangers que nous avons cru bien faire en organisant la réunion précitée.

L'opposition unitaire y développera sa plateforme et nous invitons fraternellement votre organisation à participer à cette conférence et à charger un de vos militants responsables de venir apporter le point de vue de votre syndicat.

Nous osons espérer que devant la gravité de la situation vous répondrez à notre invitation et que vous nous aiderez pour que la réunion puisse se dérouler dans le calme afin que les diverses tendances puissent loyalement y confronter leur programme.

Dans l'espoir d'une réponse favorable à notre invitation, veuillez agréer, Camarades, nos salutations révolutionnaires.

Pour l'opposition unitaire de la première région :
Albert CORNETTE

cial-démocrates ont rapidement été déçus. Voyant le frère de Cornette membre très actif du comité de grève, les créatures à Lebas et à Deleuze, font voir leur dépit et affirment dans leur journal local que les oreilles d'âne que Deleuze a mises sur la tête de Cornette lui vont très bien !

Les ouvriers étrangers et la C. G. T. U.

La Vérité a déjà parlé à plusieurs reprises du problème de la main-d'œuvre étrangère. Mais nous n'avons pas suffisamment traité des questions d'organisation ; nous comblerons cette lacune par cet article.

1). Il y a un nombre assez faible d'ouvriers étrangers adhérant à la C.G.T.U. (les statistiques précises ou même vagues manquent totalement). Ces ouvriers étrangers pour la plupart ont déjà appartenu dans leur pays d'origine aux organisations révolutionnaires.

On a gagné très peu de nouveaux adhérents ; au contraire on en a perdu.

Quelles sont les raisons qui font que la C.G.T.U. ne gagne pas d'influence parmi les ouvriers immigrés ? La C.G.T.U. n'a pas de programme de revendications générales susceptibles d'intéresser et d'entraîner de larges couches ouvrières, reflétant réellement les revendications immédiates de la majorité de la classe ouvrière. Or, ce programme, condition indispensable du front unique, n'existe pas ; par contre nous avons une cascade de mots d'ordre incohérents, n'intéressant personne.

Le mouvement ouvrier s'en ressent et les ouvriers étrangers qui font partie intégrante du prolétariat de ce pays, ressentent à l'écart.

Ainsi, la presse en langue étrangère n'a même pas une page syndicale, même pas une page qui soit aussi mal faite que celle

intitulée « le front ouvrier » dans l'Humanité. Il en est ainsi dans la 2e et 3e période, il en est ainsi dans la 4e période qui commence après le tournant. Les assurances sociales furent reléguées dans un petit coin en dernière page.

Les petits bourgeois radicaux dirigeants, qui ont la carte du parti dans leur poche, ne parlent jamais des salaires des mineurs, métallurgistes, etc... Par contre, ils opèrent avec des grandes phrases sur la révolution, la radicalisation, etc... D'ailleurs, la presse étrangère traite principalement des événements du pays d'origine. Les appels invitent les ouvriers lors des « journées » à descendre dans la rue ne font pas avancer les choses d'une semelle.

Fait significatif : Le budget de tous les journaux étrangers est passif. On utilise surtout les subventions de la C.G.T.U. Ce n'est pas nous qui contestons le droit et même le devoir de la C.G.T.U. de subventionner la presse étrangère qui doit diffuser son point de vue parmi les ouvriers. Mais le travail et l'influence des organisations révolutionnaires est jugé si après 6 ans les journaux ne peuvent pas

équilibrer leur budget. Il y a 3 millions d'ouvriers étrangers dans ce pays ; le journal italien tire entre 15 et 18.000 exemplaires, les autres journaux entre 1.000 et 5.000 exemplaires, plus de la moitié restent dans les dépôts. Les subventions se révèlent en quelque sorte même comme nuisibles ; les militants se soucient fort peu du contenu du journal car ils auront toujours l'argent pour l'imprimer, même si toute l'édition reste invendue.

2). L'activité des groupes étrangers se borne, par l'absence d'un travail syndical sérieux, à une propagande littéraire et abstraite du communisme qui n'intéresse que quelques ouvriers, conscients ; et même eux se lassent et disent : « ce n'est pas la peine de me raconter cela ; je sais ces choses-là déjà ».

Cet état de choses est aggravé par la composition sociale des comités sur laquelle nous parlerons plus loin.

La principale activité des comités étrangers ne consiste pas à lier le prolétariat immigré à travers les luttes revendicatives au prolétariat français, mais à donner des fêtes. Les fêtes ne servent

pas à combiner le travail légal avec le travail illégal mais sont en quelque sorte un but en soi.

Parfois l'on joue à un bal, l'Internationale. Les Hongrois ayant un groupe artistique donnent des représentations théâtrales. Tout cela ne sert pas à grand-chose. Les fêtes sont fréquentées principalement par les sympathisants, les autres ouvriers qui y viennent vont aussi tranquillement à des fêtes bourgeoises pour s'amuser. Le discours d'un augure de fer ou second plan, qui ne parle que de haute politique est applaudi. Tout le monde crie « vive les Soviets ! » ; « Vive la révolution ! » etc... Cela ne coûte pas cher et n'engage à rien ; le lendemain à l'usine on fait des heures supplémentaires.

En plus on fait des cours de français. Les cours sont faiblement fréquentés ; le noyautage est d'ailleurs fait mécaniquement.

L'on ne fait pas de cours pour les illettrés (il y en a beaucoup parmi les polonais et les serbes notamment) car les intellectuels qui « dirigent » se ruent vers la « haute politique » qui promet de l'avancement si l'on est dans la ligne.

Toutes ces choses-là ne servent à rien puisque le travail syndical n'est pas fait. Les fêtes et les cours de français, etc... peuvent utilement épauler l'action syndicale des masses, mais comme but en soi, ils sont inutiles. Sur ce terrain nous ren-

DANS LA C. G. T.

Que signifie la scission dans la Fédération Postale Confédérée ?

C. — Les objectifs syndicalistes de la Franc-Maçonnerie

La Franc-Maçonnerie est, parmi les organisations de classe de la bourgeoisie peut-être la plus dangereuse pour le Proletariat et la Révolution.

On y pratique la collaboration de classe la plus totale : le facteur y est le « frère » de son directeur, l'ouvrier celui de son patron, le soldat celui de son général. La solidarité doit être mise, à l'intérieur de « l'Ordre » comme à l'extérieur, au-dessus de tout, quelle que soit la situation sociale de ses membres et quelles que soient leurs conceptions philosophiques, religieuses ou politiques.

La F. : -M. : se refuse, en effet, à toute affirmation dogmatique considérant « les conceptions métaphysiques comme étant du domaine exclusif de l'affirmation individuelle de ses membres » (Constitution Maçonnique). Elle substitue ainsi à la solidarité naturelle de classe et des opinions, la solidarité artificielle et conventionnelle de « l'Ordre ».

Celui-ci apparaît dès lors comme un pur syndicat d'arrivisme politique en vue de la conquête des institutions existantes et non de leur remplacement par des institutions nouvelles, conçues sur un plan différent.

La F. : -M. : se dit « progressive », c'est-à-dire conservatrice et contre-révolutionnaire.

Elle est pour le maintien de l'ordre actuel qu'elle considère comme susceptible de perfectionnements et de « progrès ».

Elle a su habilement exploiter l'idéologie jacobine républicaine et démocratique pour établir en France un régime de conservation bourgeoise de tout repos.

Toutes les forces sociales neuves qui se sont manifestées ont été pour elles comme autant d'objets qu'il fallait capter et conquérir par voie d'infiltration lente et masquée.

Le syndicalisme ouvrier dont le développement logique et naturel était la préparation et l'organisation de masses ouvrières en vue d'une révolution prolétarienne ne pouvait échapper à son emprise.

Elle est arrivée à ses fins par le noyautage de ses groupes fraternels et son emprise sur les leaders syndicaux.

C'est par cette œuvre de longue haleine qu'elle est arrivée à faire dévier de son but révolutionnaire la C.G.T. d'avant-guerre. C'est elle qui en a fait un organisme d'Etat, de l'Etat bourgeois.

D. — Les groupes fraternels des P.T.T. et la Fédération Postale Confédérée

Le noyautage maçonnique fut soigneusement mené dans le milieu des P.T.T. Il est aisé de comprendre pourquoi. Les tra-

controns un ennemi imbattable, la bourgeoisie avec ses différentes organisations depuis les fascistes jusqu'aux catholiques en passant par les socialistes, et qui ont des moyens autrement puissants pour donner des fêtes importantes. Inutile de dire qu'aucune propagande antireligieuse n'est faite ; dans les agglomérations étrangères l'église est pleine de monde lors de l'arrivée d'un curé du pays d'origine. Il convient toutefois, de remarquer que la génération d'après guerre est dans sa majorité indifférente vis-à-vis de la religion et que le public dans l'église se compose principalement d'hommes entre 35 et 50 ans, de femmes et d'enfants.

En somme nous pouvons affirmer que l'on travaille parmi les ouvriers étrangers d'une manière social-démocrate, l'électoralisme en moins. Les lettres des correspondants ouvriers reflètent aussi cet état de choses. D'habitude, elles décrivent l'exploitation à l'usine et terminent par un appel à l'adhésion au parti et à la C. G. T. U. Elles ne parlent pas de l'état d'esprit des ouvriers, ni de ce qu'ils pensent des mets d'ordre. Probablement une lettre sérieuse ne serait pas imprimée, car elle serait très peu flatteuse pour les comitards.

3) Les comités étrangers peuvent être divisés en 2 groupes : les nationalités ayant par leur nombre d'immigrés une certaine importance ou bien ayant une partie de leurs cadres en France. Ce sont

vaillants des P.T.T. en France sont, comme nous l'avons montré précédemment, d'origine petite-bourgeoise et rurale. Ils sont au carrefour où se rejoignent stratégiquement en période de crise les classes moyennes et le prolétariat.

L'objectif était d'en empêcher la jonction dans l'intérêt du régime. La chose était facile. L'idéologie jacobine de 1793 a conservé des racines profondes dans les classes intermédiaires.

D'autre part le favoritisme et la « protection » maçonnique étaient un moyen de défense contre la « protection » et le favoritisme de l'Eglise, instrument de classe de la grande bourgeoisie ; enfin, la F. : -M. : fut un bouclier commode pour les pionniers du syndicalisme postal ; c'est grâce à elle que furent fondées les premières organisations syndicales des P.T.T., à la faveur de la crise de l'affaire Dreyfus.

Les militants d'alors ne comprirent pas tout de suite le danger de domestication que présentait ce patronage dangereux.

Il fallut des luttes ardentes et longues pour qu'ils le comprennent.

La grève de 1909 fut la première réaction du syndicalisme des P.T.T. contre l'emprise maçonnique. Mais elle fut aussi un premier avertissement pour la F. : -M. : que son emprise pouvait être contrebalancée. Les événements syndicaux qui précéderent la scission, le développement rapide d'une aile gauche révolutionnaire dans le mouvement ouvrier fut le deuxième avertissement.

La scission faite, la F. : -M. : eut sa C.G.T. à elle, une C.G.T. de tout repos. Mais elle ne pouvait subsister que grâce à un perfectionnement de son noyautage.

Dans les P.T.T., il existait deux groupes fraternels. Le « Groupe amical Maçonnique des P.T.T. » et le « Groupe fraternel parisien ».

En 1925, après de longs pourparlers préliminaires, la fusion de ces deux groupes fut décidée pour constituer la « Fédération Amicale Maçonnique des P.T.T. ». Les statuts en ont été publiés dans le numéro du *Cri Postal* du 28 mai 1927.

L'unité faite, le noyautage maçonnique fut mené bon train. Il aboutit à la domestication totale de la Fédération Postale Confédérée, au point que le président de la Fédération Maçonnique fut M. Quenot, directeur de l'Administration Centrale, avec comme secrétaire Baylot, alors secrétaire général du Syndicat des agents.

Ce dernier avait pour mission de faire avaler à la masse des postiers toutes les couleurs du haut état-major maçonnique et administratif.

Toutes les machines infernales, (la « barrière », la « péréquation », le double re-

crutement), destinées à briser l'union du personnel et à semer dans ses rangs la discorde et le découragement, sortirent de cette officine sordide.

Mais le succès grisa nos hommes. Ils opérèrent avec un tel cynisme et une telle désinvolture méprisante à l'égard des organisations et des travailleurs, que des réactions nouvelles se produisirent contre le noyautage maçonnique.

En 1927, Baylot, qui avait conduit son organisation à deux doigts de l'effondrement, fut balayé par un Conseil national syndical.

Il fut remplacé par Mathé qui réussit, bien que timidement et après bien des hésitations et des fausses manœuvres, à soustraire son syndicat au retour offensif et tenace de la clique maçonnique sous la houlette de Baylot.

Celui-ci l'emporta à la Fédération qui réunissait les trois Syndicats (agents, ouvriers et employés).

Mais cette victoire pouvait être précaire.

C'est alors qu'au Congrès fédéral de 1928, on fit entrer dans la Fédération un quatrième syndicat, celui des grands chefs. En vertu des statuts fédéraux, ce syndicat entra au Conseil fédéral sur le pied d'égalité de représentation avec les trois autres syndicats du personnel d'exécution.

Or, de l'aveu du secrétaire général du Syndicat des chefs, dans son rapport au Congrès, ce quatrième Syndicat comprend, en tout et pour tout 481 adhérents (soit hauts fonctionnaires de l'Administration Centrale 16, Directeurs de province 62, Ingénieurs et sous-ingénieurs 11, comptables régionaux 7, inspecteurs 317, chefs de centre 17, receveurs principaux 51) (La Fédération postale confédérée, organe des scissionnistes, n° 1).

Cette ficelle maçonnique a les dimensions d'un câble. Ces 481 manitous de la haute Administration arrivaient à point pour grossir la majorité maçonnisée de la Fédération et battre en brèche les milliers d'adhérents qui résistaient au noyautage de la Fédération Amicale Maçonnique.

Malgré cet appoint truqué, au Conseil National du 4 août, la majorité fut renversée. Le Bureau Fédéral en fonction, flanqué du rédacteur f. : Baylot et du conducteur de travaux f. : Tournadre fut battu à deux reprises et non réélus.

La majorité maçonnique ne s'inclina pas et fit la scission. Elle a fondé en face de ce qui reste de la Fédération régulière, une nouvelle Fédération qui, de l'aveu candide d'un délégué facteur, reste « la vraie Fédération, celle qui est composée de toutes les catégories depuis le facteur jusqu'au directeur ».

Ce qui fait écrire au *Professionnel* : « Il apparaît sans discussion possible que la minorité a quitté le C. N. fédéral, simplement parce qu'elle était la minorité et que la Fédération, après le « Syndicat, échappait aux hommes-liges des « groupements fraternels ». M. Quenot, (ancien chef de cabinet de Germain-Martin et conseiller d'Etat), peut commander une batterie d'allégresse :

leur seul travail consiste à écrire des articles et à faire des discours, choses très faciles pour un étudiant.

La plus grande partie d'entre eux vit à la manière de la bohème, au jour le jour. Jamais ce lumpenproletariat ne songe à chercher du travail à l'usine. Ils tâchent plutôt de se faire caser par l'appareil, ne serait-ce que pour quelques jours s'ils sont dans la dèche.

Mais l'offre est plus grande que la demande et il faut même faire plus que se mettre à plat ventre.

Que l'on ne s'étonne pas ensuite que des grèves éclatent spontanément en dehors des organisations, comme à Briey.

Le régime centriste profite du pouvoir discrétionnaire d'un organisme central que lui confère l'illégalité pour couvrir les abus de toute sorte. Nos camarades hongrois ont raconté comment on exclut le contrôleur, oppositionnel, quand il constata un déficit de 2.500 francs dans la caisse, ce que personne dans cette saine organisation stalinienne ne put expliquer.

Le régime centriste favorise non seulement la pénétration policière ; mais fréquemment des aventuriers politiques s'emparent de la direction. L'on peut ensuite voir ces gens-là faire une noce crapuleuse à Montmartre ou à Montparnasse.

Certains de ces types ont l'impudence de se comparer aux bolchéviques. Il est inu-

« il a maintenant sa Fédération Postale et son Syndicat des agents. »

Ainsi, la scission consommée, la situation se présente ainsi sur le plan confédéré :

D'une part, une Fédération complètement domestiquée et engluée par l'Etat bourgeois par l'entremise du clan maçonnique.

D'autre part, une Fédération résistante à cette domestication, mais restant encore sous l'influence de la collaboration de classe et de toutes ses illusions démocratiques.

Le moment est venu de voir comment se présente la situation sur le plan unitaire.

Les efforts de la C.G.T. pour resouder les tronçons de sa fédération postale

La Commission administrative de la C. G. T. a discuté le 12 août dernier les modalités à adopter pour l'examen du conflit qui s'est élevé au sein de la Fédération postale.

Elle a publié le communiqué suivant :

« Après avoir entendu les deux fédérations, il a été convenu qu'aucune mesure ou publication ne sera prise ou faite de nature à aggraver les divergences, jusqu'à ce que la Confédération ait rendu l'arbitrage que les deux parties lui ont demandé. Une commission de cinq membres a été désignée pour examiner les faits et établir un rapport qui lui sera soumis pour ratification.

« Pour assurer le fonctionnement régulier de la fédération pendant la période transitoire, la commission administrative décide de demander la création d'un bureau fédéral provisoire, composé des représentants des différentes parties qui constituent la fédération postale. »

Nous doutons fort que cette solution hâtive puisse donner des résultats pratiques. — Un gréviste de 1909.

AU HAVRE

Offensive de l'ennemi, passivité du parti

Meyer, maire du Havre, fait entendre périodiquement son éloquence au Palais-Bourbon pour s'élever « contre le ministère de la vie chère, de la réaction et du sabre ».

Il défend les classes laborieuses dit-il, oui, en envoyant sa police pour réprimer sauvagement tout mouvement de grève. Les charbonniers peuvent le lui dire.

Il s'élève contre la cherté des denrées, mais vole des deux mains les « assurances sociales » fauteuses de la hausse. Il réclame et défend le « pacifisme » mais organise en collaboration avec les badernes du 129e de multiples retraites militaires, préside une kermesse militaire au côté de représentants des « Croix de feu ». Le 1er août nous devons alerter les ouvriers contre la vague de chauvinisme qui déferle, prélude de futures boucheries, le parti ne fit rien ou presque. Les organisations du Havre semblent en léthargie, le stalinisme les vide peu à peu. Il faut réagir ! z
Un correspondant.

file de démontrer que l'ambiance en France n'est pas celle de la Russie de 1900 à 1905. Les bolchéviques ont pris une part active à l'organisation des grèves. Des rangs de cette bohème par contre ne sortiront que des Staline et des Bessedovsky.

Au faite de cette pourriture stalinienne plane la sous-section centrale de la main-d'œuvre étrangère composée de fonctionnaires d'une indolence, d'une ignorance dépassant même les limites de l'incapacité stalinienne. Certains de ces fonctionnaires sont « spécialisés » depuis quelques années dans cette branche. Aucun d'entre eux ne s'est donné la peine d'apprendre une seule langue étrangère. Vous croyez peut-être qu'ils réunissent une documentation sur les associations étrangères pour donner aux militants des indications ; ou bien qu'ils réfléchissent sur la meilleure manière d'aborder certaines couches paysannes qui viennent en France pour économiser sur leur salaire de quoi acheter un morceau de champ chez eux et auxquelles l'on doit autrement parler qu'aux ouvriers d'industrie ? Erreur, mon cher camarade ; la sous-section s'occupe principalement à ce que les comitards soient dans la ligne ; en dehors de cela certains bonzes font un peu d'antisémitisme.

Un ouvrier étranger.

(La fin de cet article paraîtra dans le prochain numéro.)

Le mouvement chez Grammont

Dans la première quinzaine du mois d'août, l'*Humanité* parla quelquefois du mouvement qui s'est déroulé dans cette boîte ; maintenant c'est le silence. Nous allons faire ci-dessous l'auto-critique de ce mouvement.

L'usine Grammont, 41, rue Cantagrel, 13e, occupe environ 500 ouvriers dont 300 femmes. Les professionnels de l'outillage sont payés au taux de frs. 8 de l'heure ; les ouvrières sur machines sont les plus mal payées, elles ne gagnent que 1,75 fr. de l'heure.

Une vive effervescence régna à l'usine par suite de la retenue pour les assurances sociales. La cellule distribua samedi 2 août un tract. *Le mouvement partait comme presque tous les mouvements dans la R.P. spontanément.* Le samedi, une délégation se rendait chez le directeur ; les ouvriers l'appuyaient par un débrayage total. Le meeting qui s'est tenu à la sortie de midi « aux Bosquets » réunit la presque totalité du personnel. Le camarade Montjouis, du syndicat des métaux, parla bien sur les assurances sociales.

Les ouvriers entraînaient pour la première fois dans un mouvement. Cela devrait inciter à la circonspection. Il fallait à tout prix obtenir un résultat pour que les ouvriers aient confiance dans leur organisation. La fausse ligne politique du parti jointe à l'incapacité personnelle de deux étudiants (qui, comme je les ai entendus parler, ignorent tout de la vie ouvrière) est la cause de l'échec.

La 2e réunion ne groupa que 100 ouvriers sur 500. Cela devrait être un sérieux avertissement aux camarades du parti et devrait les inciter à étudier sérieusement les revendications par équipe. Or ils s'occupaient plutôt à faire de la haute politique. Les salaires ? On en parla moins. Le travail à l'intérieur ne fut pas dirigé par la cellule mais par les outilleurs (voyez aristocratie ouvrière pourrie).

Le directeur venait à cette réunion mais fut prié de se retirer. Par peur d'être repérés beaucoup d'ouvriers n'osaient pas aller à des réunions. Je m'étonne que les membres du parti n'aient pas corrigé ce Monsieur. Ou bien ont-ils seulement du courage vis-à-vis des oppositionnels ? A cette réunion un délégué pour la délégation en U.R.S.S. fut nommé.

Les revendications ne furent pas discutées à cette réunion. Un tract sur lequel elles étaient imprimées fut distribué quelques jours plus tard. Elles étaient par trop générales ; en plus les ouvriers ne les ayant pas discutées, ne les considéraient pas comme les leurs.

L'on forma un comité de lutte sans expliquer que ce que c'est. Moi-même j'ignore sa signification. N'aurait-il pas été mieux de recruter pour le syndicat ? Sans doute mais pour cela il fallait appliquer la politique de l'opposition unitaire. J'ai entendu mes camarades d'atelier dire : Je voudrais bien me syndiquer mais dans un syndicat où l'on ne fait pas de la politique !

Voyez-vous, camarades, comme les 100 p. cent travaillent pour les confédérés et les autonomes ?

La direction manœuvra à son tour et réussit à congédier les militants sans que la réaction en fut par trop grande.

Les fautes commises sautent aux yeux. Pourtant avec une politique juste il eût été possible d'obtenir un succès et de renforcer la cellule et d'organiser une section syndicale ; les conditions étaient favorables, une collecte pour l'*Humanité* ayant donné plus que 100 francs.

Malgré les fautes commises dont la bureaucratie porte l'entière responsabilité, le P.C. et la C.G.T.U. restent les seules organisations révolutionnaires. Je donnerai prochainement mon adhésion au parti.

Camarades, rejoignez les rangs du P.C. et de la C.G.T.U. mais pas pour être des machines à voter et à cotiser mais pour imposer aux bureaucrates une politique juste qui nous mène à la victoire.

Un ouvrier de la tôle.

P. S. L'organe de la cellule n'a pas paru depuis 3 semaines. J'ai appris par la *Vérité* pour quelles raisons l'ancien comité du sous-rayon était traité de liquidateur. Pourtant quand les « liquidateurs » dirigeaient, le journal paraissait régulièrement.

La grève de la céramique à Vierzon

En raison de l'attitude du confédéré Déry, secrétaire fédéral de la Céramique, dans les grèves de Vierzon et des environs, la C.G.T.U. avait chargé Tillon d'aller le démasquer dans son fief à Limoges, en réunion contradictoire.

Cette réunion groupa 200 personnes, Déry n'y parut pas.

Pérol, secrétaire de la 25e U.R., définit l'attitude générale de briseurs de grèves des confédérés et fit une rapide analyse de la crise que subissent présentement les porcelainiers de Limoges.

Les trois quarts des usines connaissent le chômage partiel ou complet. Les causes en sont multiples : surproduction universelle ; création de marchés productifs nouveaux : Tchéco-Slovaquie, Japon, Amérique... (les usines nouvelles d'Amérique sont presque suffisantes pour alimenter le marché américain ; crise de sous-consommation...)

Le patronat tend donc, en face de cette situation, à diminuer le prix de revient de ses marchandises par l'accroissement « rationnel » de la production, l'application de nouvelles méthodes de travail et la diminution des salaires.

C'est exactement ce qui s'est produit chez La grande dans l'appareillage électrique, industrie proche parente de la Céramique.

Les ouvrières qui y sont occupées ont vu s'introduire de nouvelles machines et ont été soumises, parallèlement à un rendement croissant, à une diminution de salaire.

Rationalisation et chômage

Voilà donc, définie par ses conséquences, ce que veut dire pour l'ouvrier la diminution du prix de revient de la marchandise, et c'est, chose qui peut paraître encore étonnante, le suprême remède au conflit berrichon que propose Déry dans un récent numéro du *Populaire du Centre* :

« La solution, où se trouve-t-elle ? Il faut la rechercher du côté patronal et lui dire que la période des vaches grasses est terminée, que les liasses de billets de mille qui ont été mises de côté doivent sortir pour transformer et moderniser leurs usines, pour obtenir des prix de revient à meilleur compte. »

Pérol donne ensuite quelques conseils aux chômeurs limousins. Certaines usines, dit-il, travaillent un semaine sur deux. Quelques catégories d'ouvriers de ces usines (calibreurs et polisseurs) arrivent cependant, par un travail forcé, à ne subir, pour ainsi dire, aucune diminution de gain. Ce procédé est à condamner pour les constatations qu'il livre au patronat et qui seront utilisées plus tard à l'encontre de ceux mêmes qui l'ont appliqué.

Il ne faut pas également accepter le chômage sans réagir ; les ouvriers ont trop souvent tendance à s'« installer » dans une telle situation. Ils doivent demander à ce que les chômeurs partiels, par rupture de l'accord de 1927 passé entre la municipalité socialiste de Limoges et le patronat, puissent toucher, sous la condition *sine qua non* de huit jours complets de chômage, une allocation complémentaire de la caisse de chômage.

L'allocation de chômage de 8 francs est insuffisante et doit être élevée au niveau du salaire moyen.

Tillon prend ensuite la parole sur les grèves de Vierzon.

Il remercie d'abord, au nom des grévistes berrichons, les ouvriers de Limoges, de toutes tendances qui ont su montrer, par une généreuse souscription, que la solidarité n'est pas un vain mot.

Cette question devait d'ailleurs faire naître un incident de fin de séance mettant aux prises Tillon avec les autonomes présents dans la salle. Il leur reprocha, les unissant dans le même aux confédérés, un retard dans le lancement de la souscription et l'envoi de l'argent. Il les accuse — confédérés et autonomes — d'avoir, en sous-main, soutenu financièrement et à dose massive, le syndicat confédéré ; cette accusation, si elle était démontrée, serait évidemment très grave du fait que les confédérés comptent 70 adhérents seulement, les syndicats unitaires en groupant plus d'un millier. Tillon la concrétisa démagogiquement en montrant les confédérés mangeant un bon poulet quotidien et se gaussant secrètement des unitaires mis au pain sec.

L'autonome Roux, par des questions précises, n'eut aucune peine à obliger Tillon

à reculer sur ses arguments premiers ou à se dérober. Heureusement pour lui, malgré son embarras trahissant le mensonge, les unitaires fanatiques, pour ne pas dire plus, le secoururent par des vociférations.

Quelle fut la genèse du conflit de la porcelaine de Vierzon ?

Depuis trois ans, les salaires ouvriers n'ayant connu qu'une majoration de 5 %, une demande d'augmentation fut posée par le Syndicat unitaire en mars et resta plusieurs mois — jusqu'en mai — sans réponse.

Une grève se déclenche à l'usine Barillet de Mehun (45 ouvriers). Ce mouvement parti trop tôt fut néanmoins soutenu aussitôt, parce que justifié, par le Syndicat Unitaire local.

Le lock-out suit la grève et s'étend à Foeey et à Vierzon (1.200 ouvriers). Il ne sera levé, menaçant les patrons, qu'à la condition suivante : rentrée immédiate et sans pourparlers des 45 ouvriers de l'usine Barillet.

Les ouvriers de Vierzon répondent en changeant le lock-out en grève, et en posant un cahier de revendications.

Dès ce moment, Déry fait un essai de torpillage de la grève. Il est contre tout élargissement du mouvement et conseille aux ouvriers de Vierzon et de Foeey de rentrer, disant qu'une telle tactique permet un appui matériel plus efficace et, par suite, augmente l'espoir de réussite du seul conflit en cours. Il oublie que la solidarité patronale oppose le coffre-fort capitaliste au porte-monnaie ouvrier.

Des manifestations assez violentes ont lieu, surtout dès le quatrième jour, après l'arrivée des gardes mobiles de Paul-Boncour qui se distinguèrent par des charges héroïques : Vierzon fut mis en état de siège et les manœuvres policières de tous genres se succédèrent.

En réunion publique, il est demandé à Déry de prendre des mesures contre ceux du syndicat confédéré qui font œuvre de jaunes (une quarantaine). Il se refuse à les conseiller seulement de rejoindre le rang des grévistes ; quant à leur exclusion du syndicat, il se déclare incompétent et doit en référer à la fédération.

Les confédérés refusent également de participer aux comités de grève. Enfin Tillon relève une coïncidence qui le trouble : un voyage des patrons à Limoges fut suivi trois jours après par une demande de leur part à recevoir une délégation de grévistes à la condition d'être accompagnée de Déry et du secrétaire du Syndicat de Vierzon.

En somme, sauf quelques hors-d'œuvre coutumiers, l'erreur mensongère sur la date et l'emploi de la souscription des confédérés et autonomes et enfin l'annonce prophétique d'une victoire certaine et éclatante à bref délai, il ressort de l'exposé de Tillon que, malgré les errements systématiques de la C.G.T.U., seule encore elle est capable de cristalliser, en certaines circonstances, l'espoir combatif de la classe ouvrière.

HENNAT.

G. P.

Dans l'Est

LES AUTONOMISTES A L'ŒUVRE A CHALIGNY-NEUVES-MAISONS

Il y a chez les mineurs de Chaligny comme malheureusement dans beaucoup d'organisations unitaires, des éléments qui sous le couvert d'indépendance syndicale veulent mener notre organisation à la ruine. Sans cependant suivre la tactique de nos lions majoritaires qui critiquent trop souvent à tort à travers sur *la Lorraine*, il est tout de même nécessaire aujourd'hui de crier casse-cou aux mineurs unitaires : Camarades, avez-vous réfléchi à ce que sera un syndicat autonome dans notre coin, entre le syndicat confédéré et notre organisation unitaire ; avez-vous réfléchi avec le petit nombre que vous serez, au travail que vous pourrez faire, et maintenant avez-vous regardé celui qui veut vous conduire dans cette voie ? Je ne le crois pas, car je peux dire, moi, que sa place n'est ni parmi les unitaires, ni même chez les autonomes, mais au sein du syndicat confédéré avec lequel il fraternise depuis un certain temps (voir certain article du *Réveil*). Je puis l'affirmer, et pour cause, ayant à maintes reprises surpris des conciliabules entre lui et certains chefs réformistes, ceux-là mêmes qui, en réunion publique se vantent d'avoir monté le syndicat réformiste pour couler le syndicat unitaire, et qui, lancent aussi les noms de quelques copains unitaires comme étant les chefs communistes du coin, et cela en présence de la foule publique. Ne croyez-vous pas justement que le travail de ces autonomes fait partie du plan de démolition de notre organisation, qui a été élaboré par les dirigeants réformistes à la Dolker, Antenat, etc. Autres faits : après la campagne énergique menée par les unitaires pour les 5 francs d'augmentation et qui a mis nos réformistes, pendant un certain temps dans une situation embarrassante, quels furent leurs meilleurs défenseurs, si ce n'est encore nos trop fameux autonomes, qui lancèrent un contre-ordre pour la réunion de tout le personnel à la sortie principale de la mine. Et puis, après leurs beaux résultats, ne disaient-ils pas que devant le fiasco que la direction unitaire avait récolté, la tête serait obligée de changer ; démasquant de ce fait leur batterie ils ont donné la véritable raison de leur travail néfaste au sein de notre organisation. Tous les mineurs doivent réagir et assister aux réunions générales pour leur dire leur fait et ce qu'ils pensent de leur travail, car, en dehors de la C.G.T.U., il n'y a que collaboration, moucharafage, trahisons, etc... Laissons cela aux réformistes et leurs amis, et plus que jamais serrons les rangs autour de notre organisation unitaire, la seule qui peut mener la véritable lutte révolutionnaire.

DISCUSSION

Notre position en face du « tournant »

En examinant et en analysant le tournant « décisif » il se pose un certain nombre de questions : 1.) De quoi s'est-on détourné ? — 2.) Pourquoi a-t-on dû faire ce tournant ? — 3.) En quoi consiste le nouveau tournant ? — 4.) Comment se réalise le tournant et qui le réalise ?

Les quatre questions ci-dessus sont, à notre avis, les questions principales auxquelles il faut donner une réponse claire, non équivoque, parce qu'elles déterminent notre attitude envers le tournant et, par conséquent, envers toute la politique de l'Internationale communiste. Pour nous, elle marxiste du Comintern, ce tournant n'est pas venu à l'improviste, nous l'avions prévu et nous avons contribué à sa venue. Toute la période de l'Internationale Communiste postérieure à Lénine est une longue chaîne de zig-zags qui s'expriment dans les tournants « décisifs » qui sont exécutés de temps en temps. Cet état de fait permet à chaque marxiste de répondre nettement et clairement aux questions ci-dessus.

1. De quoi s'est-on détourné ?

Le sixième congrès de l'Internationale communiste et, d'une façon plus marquée,

son 10e Plénum, contraint par les événements et les masses, c'est-à-dire par le développement de la lutte de classes à faire un cours de gauche, n'ont pas pris comme base de ce cours l'évaluation réelle marxiste de la situation internationale mais la déclaration par avance du développement qu'ils désiraient. Dans ce but, ils ont déformé les faits pour les adapter à leurs schémas préconçus. Telle est la base de l'œuvre de la si tristement célèbre « Troisième Période » de l'Internationale. Ces « théories » ont établi de façon catégorique que la Révolution prolétarienne est à nos portes et que dans cette période le régime capitaliste doit s'effondrer. Ces deux affirmations ne reposant sur rien en ont entraîné logiquement d'autres non moins absurdes par exemple : la théorie du « social-fascisme », la « radicalisation des masses », etc... Toutes ces soi-disant « théories » ont déterminé la tactique des Partis communistes, laquelle a consisté dans la négligence absolue des revendications quotidiennes du prolétariat et dans sa préparation artificielle à la lutte directe pour la prise du pouvoir, par des journées de lutte internationale arbitrairement.

choisies (6 mars) et par la politisation des grèves (dans les organes du parti). Ceci est dans les grandes lignes l'essentiel dont on s'est détourné (plus précisément voir la brochure de Trotsky sur « La Troisième Période d'erreurs »).

2. Pourquoi a-t-on dû faire le tournant

La « Troisième Période » qui correspondait complètement à la conception et à la psychologie des dirigeants centristes de l'Internationale communiste, ne concordait nullement au niveau réel de la lutte de classes dans cette période. La classe ouvrière commençait à se ressaisir des coups de la contre-révolution victorieuse et elle n'en est encore qu'à faire ses premiers pas. Cela se manifeste surtout dans les luttes économiques.

La classe ouvrière a besoin d'un Parti communiste fort, ayant une politique juste aussi bien dans les premiers combats pour les revendications les plus modestes que dans les combats décisifs pour le pouvoir. Le devoir des Partis communistes est d'élaborer dans chaque cas une tactique révolutionnaire adaptée au niveau et au caractère de la lutte. Tout désaccord, entre le niveau et le caractère de la lutte d'une part et ses méthodes d'autre part, détermine par avance l'échec de la lutte. La théorie de la « Troisième Période » a créé ce désaccord. Chacun en voit aujourd'hui les résultats. Les Partis communistes et les organisations révolutionnaires de masse ont été vidés, les ouvriers ont voté avec les pieds « contre la théorie de la « Troisième Période ». Les ouvriers qui sont restés dans le Parti et dans les organisations révolutionnaires de masse ont voté contre la même théorie par leur passivité et, en ne levant pas le petit doigt pour exécuter les décisions et les instructions des organismes dirigeants, ils ont ainsi manifesté leur désir de voir le Parti communiste, non seulement comme le parti des barricades mais aussi comme le parti des luttes quotidiennes de la classe ouvrière. Rien qu'un fonctionnaire myope, obtus, qui voit tous des phénomènes sociaux, sous l'angle bureaucratique ne peut attribuer cette passivité qu'à de mauvaises formes d'organisation. Nous, marxistes, comprenons que cette passivité a pour cause principale la contradiction entre les décisions et les instructions d'une part, c'est-à-dire qu'elle est un résultat de la fausse politique. Si le vote « avec les pieds » et la passivité ne sont pas les moyens de pression que nous voudrions voir utiliser par le noyau prolétarien du Parti pour faire pression sur les dirigeants bureaucratiques, ce sont cependant les moyens qui correspondent à l'état d'esprit actuel de la classe ouvrière et prouvent une fois de plus que nous ne sommes pas entrés « avec les deux pieds » dans la période révolutionnaire. Ces moyens sont l'expression la plus remarquable du régime intérieur du Parti qui a détruit toute voie pour agir directement sur les organismes et personnalités dirigeants.

A ces facteurs qui ont agi impitoyablement sur la bureaucratie centriste de l'Internationale et l'ont contraint à renoncer dans les faits à la théorie de la « Troisième Période » (quoique formellement elle en parle encore) s'ajoute encore un facteur qui a beaucoup d'égards, est plus fort que les précédents. C'est la situation en U.R.S.S. La « troisième période » s'est exprimée en U.R.S.S. par les mots d'ordre : collectivisation à 100 p. cent, liquidation du koulak en tant que classe, réalisation du plan quinquennal en quatre ans. La direction stalinienne a par cela exigé de la dictature prolétarienne qu'elle confirme leur théorie réactionnaire national-socialiste du « socialisme dans un seul pays ». Le prolétariat russe a fait et fera encore les plus grands efforts pour conserver et renforcer sa dictature mais il n'est pas apte (pas plus que le prolétariat d'aucun autre pays) à construire le socialisme sans le concours d'une révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés. L'Opposition de gauche, avec le camarade Trotsky en tête, ont prévu l'échec de ces mots d'ordre et ils en ont prévenu le parti et la classe ouvrière. La collectivisation à cent pour cent, la liquidation du koulak en tant que classe, la réalisation du plan quinquennal en quatre ans ont fait faillite, causant un grand tort à l'économie soviétique et de ce fait à la dictature prolétarienne. La vie a rejeté une fois de plus la théorie du « socialisme dans un seul pays » et a confirmé la théorie révolutionnaire prolétarienne de la « Révolution permanente ». On ne peut pas construire le socialisme

dans un seul pays, on peut seulement conserver et renforcer la dictature du prolétariat. La direction stalinienne actuelle a dû subir d'abord l'échec ; et c'est seulement sous cette pression qu'elle a renoncé en fait à ces mots d'ordre, quoique dans la presse elle continue ses bavardages.

Si nous totalisons les facteurs qui ont agi sur les Partis communistes dans les pays capitalistes et ceux qui ont agi en U.R.S.S. et en y ajoutant l'influence des idées de l'Opposition de gauche, nous obtiendrons la force qui a contraint à faire le tournant actuel.

3. En quoi consiste le nouveau tournant

L'I.C. a exigé de la classe ouvrière qu'elle monte à l'assaut de l'ordre existant parce que le capitalisme devait tomber et, tous les jours, elle a appelé les ouvriers à attaquer parce qu'elle a affirmé qu'ils montaient déjà à l'assaut. Cette affirmation étant en contradiction flagrante avec la réalité a obligé la direction de l'Internationale communiste à réviser des chapitres entiers du marxisme-léninisme. Elle a pratiquement abandonné l'affirmation marxiste que pour faire la Révolution prolétarienne, il faut avoir la majorité de la classe ouvrière et, à cause de cela, elle a abandonné et considéré comme périmé le plan génial de stratégie léniniste pour conquérir cette majorité : *le front unique*. Elle a aussi révisé notre attitude envers la petite bourgeoisie et identifié les intérêts de celle-ci avec ceux du capital financier. Ceci a permis de créer la théorie du « social-fascisme ». Elle a défigurée et ramenée à zéro le rôle des syndicats en en faisant l'ombre du parti, sans aucune fonction réelle, parce que, même pour diriger des grèves économiques, il fallait le Parti et non les syndicats. Les révisions dans les quelques questions mentionnées sont entièrement suffisantes pour que chaque ouvrier conscient comprenne pourquoi nous avons combattu et nous combattons avec un tel acharnement toutes les théories antimarxistes. Aujourd'hui se trouve au centre du tournant la question du front unique. Au fond, le fait seul de poser cette question est la négation de toute la théorie de la « Troisième Période », mais l'Internationale communiste était encore forcée d'abandonner même des parties isolées de cette théorie, comme par exemple, la politisation des grèves, la grève politique de masses, « les ouvriers socialistes sont de petits Zoergiebel », etc... L'Internationale communiste était obligée de descendre des sommets élevés de la « Troisième Période » sur la terre. Les facteurs objectifs, ont agi pour cela, nous l'avons réclamé, cela est le contenu du tournant, cela est le pas en avant que nous et la base prolétarienne du parti voient dans le tournant.

4. Comment se réalise le tournant et qui le réalise

Le camarade Trotsky a eu cent fois raison d'écrire « En politique, cependant, ce qu'il y a de décisif, ce n'est pas seulement le *quoi*, mais aussi le *comment* et le *qui* », et les communistes doivent aujourd'hui concentrer leur attention et leur action sur ces deux derniers points s'ils ne veulent pas que le pas en avant se transforme en dix pas en arrière, c'est-à-dire que la descente des sommets sur la terre ne se termine par une chute dans l'opportunisme le plus profond. Une telle chute est possible, la direction centrisme conduit vers cela, il y a déjà même des symptômes d'un commencement de chute. Le tournant a été fait, ainsi que nous l'avons démontré plus haut, sous la pression indirecte et anormale de la base du Parti sur ses dirigeants. Cette anomalie est utilisée par la bureaucratie de l'I.C. pour exécuter ce tournant sans la base et pour déformer la volonté de la base, parce qu'il est clair pour elle que laisser la base effectuer le tournant serait se condamner soi-même à la mort. La base ne s'arrêterait pas au premier pas en avant, elle pousserait le tournant jusqu'à sa fin logique, jusqu'à ce que l'I.C. revienne sur la voie léniniste. Par cela s'explique aussi la lutte acharnée que mène contre nous et, précisément maintenant, la bureaucratie de toutes les sections, alors que nos affirmations et notre analyse se sont entièrement vérifiées ; elle sait que nous sommes l'avant-garde dans la lutte pour ramener l'I.C. sur la voie léniniste.

La non-participation de la base dans l'application du tournant a déjà permis à la bureaucratie de déformer et de poser la question centrale du tournant, le front

unique, à sa manière centrisme (1) que personne ne comprend et ne peut comprendre. Cela est le premier bourgeois du « comment » on applique le tournant. Les exécuteurs du tournant qui peuvent se passer de la participation active des masses prolétariennes ont une réputation bien établie et non équivoque. En les représentant schématiquement, ils apparaissent ainsi : en 1923, « il ne faut pas encourager les Allemands, il faut plutôt les retenir » (Staline) ; en 1924-25, la politique ultragauche de Zinoviev, Maslow, Treint, S. Girault ; en 1926 et dans la première moitié de 1927, le Comité anglo-russe, Chang-Kaï-Chék et « Enrichissez-vous » ; dans la dernière moitié de 1927, et 1928 et 1929, la « Troisième Période », et aujourd'hui, en 1930, ils sont de nouveau forcés de faire un tournant. De tels révolutionnaires ayant un tel passé et un présent non moins fameux, on ne peut espérer beaucoup de leur avenir. Comment on exécute le tournant et qui l'exécute, nous l'avons vu et nous ne l'oublierons à aucun moment de leur avenir. Comment on exécute le tournant à l'opportuniste, ils sont capables de cela, surveillez-les, prenez garde à chacun de leur pas, c'est là la seule garantie que le pas en avant que constitue le tournant se transforme en une marche victorieuse. »

Nous avons toujours estimé et nous l'avons dit plus d'une fois que le processus de glissement politique de la fraction dirigeante ne pouvait être imaginé comme une courbe constamment descendante. (Trotsky). C'est sous cet angle que nous avons examiné et analysé le tournant actuel. Pour n'avoir pas ainsi fait l'analyse, nos camarades de la rédaction de la *Vérité* ont été entraînés dans une erreur qui doit être corrigée tout de suite, sinon l'Opposition de gauche en souffrira beaucoup. La rédaction de la *Vérité* déclare dans son article du 28 août que « l'une (affirmation) consiste en ce que les bases du tournant sont opportunistes parce qu'elles sont constituées par une réaction de la bureaucratie centrisme aux erreurs de la « Troisième période ». Cette affirmation considérée comme bases opportunistes du tournant la réaction qu'ont suscitée les fautes de la « Troisième période ». A notre avis, il y a là deux erreurs :

1° Les fautes de la « Troisième Période » ont comme origine l'opportunisme de leurs créateurs et par conséquent il n'est pas possible que la réaction contre ces fautes soit aussi basée sur l'opportunisme.

2° Un parti révolutionnaire prolétarien ne peut avoir une base opportuniste dans un tournant que sous la pression d'une classe adverse. Qu'une telle pression se soit exercée et ait forcé la direction à faire ce tournant, même nos camarades de la rédaction ne le disent pas. L'affirmation fautive de la rédaction que les bases du tournant sont opportunistes l'a déjà amenée à prendre une position fautive dans notre travail pratique à l'égard du tournant. Dans le même article, il est dit plus loin : « la question n'est pas : il faut soutenir le tournant du Parti. Elle est : il faut profiter du tournant du parti pour appeler les travailleurs à soutenir l'opposition et régénérer le parti sur son programme ».

La question ne se pose évidemment pas de soutenir le tournant du parti, mais elle se pose de soutenir le pas en avant que constitue le tournant, de ne pas laisser la bureaucratie dirigeante transformer ce pas en avant en dix pas en arrière, de soutenir et d'orienter la base qui fait pression sur ses dirigeants et, de cette façon, se lier plus étroitement avec elle, de s'accrocher aux emprunts partiels que le parti a fait chez nous parce que c'est là la seule voie de réforme possible pour régénérer l'I.C. et ses sections. La question n'est pas non plus « il faut profiter du tournant... » parce que poser ainsi la question signifie que ramener l'I.C. sur la voie léniniste, ne peut se faire que par une politique de révolution et non de réforme ; mais la politique de l'Opposition de gauche internationale envers l'I.C. a été, est et restera une politique de réforme et non de révolution parce que notre cours est orienté sur le renforcement de l'I.C. Nos camarades ne devraient pas oublier encore ceci que « Rakovskij et Smilga sur la question de Thermidor et des deux partis occupaient dans l'opposition l'extrême gauche. Voilà pourquoi les événements les prirent à l'impro-

viste et pourquoi ils ont si facilement capitulé » (Trotsky).

Une erreur d'une autre espèce est faite par le camarade Felix dans le même numéro de la *Vérité* quand il dit que par suite de la crise commandante et de l'épuration des éléments de droite de l'I.C. à l'époque de la « Troisième Période » il est impossible d'entraîner le tournant vers l'opportunisme. Son premier argument est en complète contradiction avec toute l'histoire de l'Internationale après la mort de Lénine : il oublie que la direction centrisme a mené sa politique foncièrement opportuniste précisément au moment des crises les plus aigües, comme lors de la Révolution allemande en 1923, lors de la grève générale en Angleterre, lors de la révolution chinoise. Son autre argument est également faux parce qu'il ne voit pas le profond opportunisme du centrisme même. Le centrisme ne peut conserver l'équilibre et par suite, se plaçant une fois sur une voie politique quelconque, il aboutit à son extrémité la plus absurde sans le concours des représentants traditionnels de cette absurdité. La « Troisième Période » a été exécutée sans R. Fischer, Maslow et S. Girault. Et les centrismes sont aussi capables de mener un cours opportuniste de droite sans le concours des Brandler, Sellier de toutes nuances. Soit dit en passant, ils ont encore conservé dans les instances dirigeantes de l'I.C. des Boukharine, des Rykov, des Tomsky et des Cachin.

L'erreur des camarades de la rédaction et celle du camarade Felix proviennent de la même source, leur fautive position à l'égard de la direction centrisme de l'I.C. Les camarades de la rédaction estiment que le centrisme est totalement incapable de faire des pas positifs et c'est pourquoi le tournant pose pour eux la question de « profiter ». Felix estime que le centrisme est capable de mener d'une façon conséquente une politique de gauche et c'est pourquoi il rejette la possibilité d'un nouveau cours opportuniste. Mais la vérité est que le centrisme ne peut pas mener une politique conséquente de gauche mais qu'il est capable de faire quelque chose de positif. Et de là notre position à son égard « Lutter pour l'exécution de toutes les mesures positives de la direction centrisme et en même temps dévoiler impitoyablement l'opportunisme centrisme » (Rakovskij).

Nous devons exprimer notre attitude à l'égard du tournant de la manière suivante : « Camarades ouvriers, nous combattons dans le rang avec vous, pour corriger les erreurs avec nos communes forces, balayer les guides sans valeur et régénérer le Parti. »

Accepté à l'unanimité par le groupe juif de la Ligue Communiste.

Le camarade Frank (de la commission exécutive de la L.C.) se joint sans réserve au point de vue exprimé par le groupe juif.

La semaine prochaine nous publierons un article résumant le point de vue de la rédaction, qui est celui de la C. E. de la Ligue.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :
tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION
Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : **A. Rosmer**
Administrateur : **P. Frank**

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26